

**Take Off S.p.A. & Over S.p.A.**

**États financiers intermédiaires consolidés de synthèse au 30 juin 2021**



***Over S.p.A.***

*Capital social 1.000.000 euros entièrement libéré*

*Siège social Via Turi snc.*

*70013 Castellana Grotte (Italie)*

*Registre du commerce de Bari et code fiscal 05470340729*

*Numéro de TVA 005470340729*

*R.E.A. (registre économique et administratif) BA 448233*

***Take Off S.p.A.***

*Capital social 1.000.000 euros entièrement libéré*

*Siège social Via di Novella 22*

*00199 Rome (Italie)*

*Registre du commerce de Rome et code fiscal 04509190759*

*Numéro de TVA 04509190759*

*REA (registre économique et administratif) RM 1529098*

SOMMAIRE

[Rapport de gestion 2](#_Toc112768586)

[Introduction 2](#_Toc112768587)

[Conditions d'exploitation et évolution des affaires 2](#_Toc112768588)

[Indicateurs de performance alternatifs 2](#_Toc112768589)

[Performance de management en 2021 3](#_Toc112768590)

[Principales données du compte de résultat 4](#_Toc112768591)

[Principales données de l'état de la situation financière 5](#_Toc112768599)

[Principales données de l'état des flux de trésorerie 6](#_Toc112768603)

[Indicateurs économiques et d'efficacité 6](#_Toc112768604)

[Informations relatives à l'environnement et au personnel 7](#_Toc112768607)

[Investissements 8](#_Toc112768608)

[Activités de recherche et de développement 8](#_Toc112768609)

[Relations avec les parties liées 8](#_Toc112768610)

[Actions propres et actions/quotas des sociétés mères 9](#_Toc112768611)

[Principaux risques et incertitudes 9](#_Toc112768612)

[Situation économique 9](#_Toc112768613)

[État de la situation financière 10](#_Toc112768614)

[Compte de résultat 11](#_Toc112768615)

[Compte de résultat global 12](#_Toc112768616)

[État des variations des capitaux propres 13](#_Toc112768617)

[État des flux de trésorerie 14](#_Toc112768618)

[Notes explicatives sur les états financiers agrégés intermédiaires condensés au 30 juin 2021. 16](#_Toc112768623)

[1. Informations sur la société et structure des états financiers agrégés 16](#_Toc112768624)

[2. Normes comptables et critères d'évaluation adoptés 18](#_Toc112768625)

[3. Nouvelles normes et interprétations comptables en vigueur à partir du 1er janvier 2021 et normes et interprétations comptables publiées mais non encore entrées en vigueur. 23](#_Toc112768626)

[4. Impacts de l'urgence Covid-19 23](#_Toc112768627)

[5. Saisonnalité ou cyclicité des opérations intermédiaires 24](#_Toc112768628)

[6. Transactions "sous contrôle commun » 24](#_Toc112768629)

[7. Immobilisations corporelles 25](#_Toc112768630)

[8. Immobilisations incorporelles 26](#_Toc112768631)

[9. Immobilisations corporelles pour droits d'utilisation 26](#_Toc112768632)

[10. Autres créances à long terme 27](#_Toc112768667)

[11. Actif d’impôt différé 28](#_Toc112768668)

[12. Stocks 28](#_Toc112768669)

[13. Créances commerciales 28](#_Toc112768670)

[14. Autres créances à court terme 29](#_Toc112768671)

[15. Créances fiscales 29](#_Toc112768672)

[16. Trésorerie et équivalents de trésorerie 30](#_Toc112768673)

[17. Capitaux propres 30](#_Toc112768674)

[18. Prêts à moyen et long terme 31](#_Toc112768675)

[19. Autres passifs financiers à long terme 33](#_Toc112768676)

[20. Passifs liés à des avantages sociaux futurs 33](#_Toc112768677)

[21. Provisions pour risques et charges 35](#_Toc112768678)

[22. Autre passif à long terme 35](#_Toc112768679)

[23. Impôts différés passif 35](#_Toc112768680)

[24. Dettes envers des banques et portions à court terme de prêts 36](#_Toc112768681)

[25. Autres passifs financiers exigibles 36](#_Toc112768682)

[26. Dettes commerciales 36](#_Toc112768683)

[27. Dettes pour les retours 37](#_Toc112768684)

[28. Dettes fiscales 37](#_Toc112768685)

[29. Autres dettes et engagements à court terme 38](#_Toc112768686)

[30. Revenus des contrats avec les clients 38](#_Toc112768687)

[31. Autres revenus 39](#_Toc112768688)

[32. Coûts des matières premières, des produits semi-finis et des consommables. 39](#_Toc112768689)

[33. Coûts de services 40](#_Toc112768690)

[34. Charges de personnel 40](#_Toc112768691)

[35. Autres coûts d’exploitation 41](#_Toc112768692)

[36. Amortissements et dépréciations 41](#_Toc112768693)

[37. Charges financières 42](#_Toc112768694)

[38. Produits financiers 42](#_Toc112768695)

[39. Impôts sur le revenu 43](#_Toc112768696)

[40. Instruments financiers - juste valeur et gestion des risques 43](#_Toc112768697)

[41. Événements significatifs survenus après la fin de la période 48](#_Toc112768722)

[42. Transactions avec des parties liées 49](#_Toc112768723)

[Annexe - États financiers intermédiaires au 30 juin 2021 de Take Off S.p.A. et Over S.p.A. 50](#_Toc112768724)

[États financiers intermédiaires au 30 juin 2021 de Take Off S.p.A. 51](#_Toc112768725)

[États financiers intermédiaires au 30 juin 2021 de Over S.p.A. 53](#_Toc112768726)

Rapport de gestion

# Rapport de gestion

## Introduction

Chers actionnaires,

les états financiers intermédiaires condensés et agrégés des sociétés Take Off S.p.A. et Over S.p.A. (ci-après le « Groupe Take Off » ou seulement le « Groupe ») clos au 30 juin 2021 présentent un résultat positif de 2 129 000 d'euros.

## Conditions d'exploitation et évolution des affaires

Comme on le sait, Take Off S.p.A. (ci-après aussi simplement « Take Off ») est la première chaîne italienne de « boutiques de mode » à prix outlet. Fondée en 2012, la société compte aujourd'hui 31 points de vente dont 25 directs et 5 affiliés répartis sur tout le territoire national, avec une présence principalement concentrée dans le sud de l'Italie.

Dans les boutiques de mode Take Off, vous trouverez une sélection de vêtements, de chaussures et d'accessoires des meilleures marques internationales combinée à la distribution exclusive de six marques propres. Grâce au mix produit et au design des boutiques de mode, la proposition commerciale de Take Off s'est imposée sur le marché de référence et vise une expansion sur l'ensemble du territoire national.

Over S.p.A. (ci-après également dénommée « Over »), en revanche, exerce son activité dans le secteur de la vente au détail de vêtements et d'accessoires pour enfants, avec la marque propriétaire Overkids. Son réseau de vente est composé de 112 points de vente affiliés au 30.06.2021.

## Indicateurs de performance alternatifs

Le Groupe utilise des indicateurs de performance alternatifs, qui ne sont pas identifiés comme des mesures comptables selon les IFRS, pour permettre une meilleure évaluation de la performance du Groupe.

Ces indicateurs alternatifs de performance sont construits exclusivement à partir de données historiques de la Société et déterminés conformément aux dispositions des lignes directrices sur les indicateurs alternatifs de performance émises par l'ESMA/2015/1415 et adoptées par la CONSOB avec la communication n° 92543 du 3 décembre 2015. Ils se réfèrent uniquement à la performance de l'exercice comptable couvert par ces états financiers et des périodes comparées et non à la performance attendue de la Société et ne doivent pas être considérés comme un substitut aux indicateurs prévus par les normes comptables de référence (IFRS).

Vous trouverez ci-dessous la définition des indicateurs alternatifs de performance utilisés dans les états financiers :

* **EBITDA** : est représenté par le résultat d'exploitation brut d'amortissements et de dépréciations des actifs corporels et incorporels et des actifs de droit d'usage.
* **Résultat d'exploitation ou EBIT** : est représenté par la différence entre les revenus, les autres revenus et les coûts des matières premières et consommables, les coûts des services, les coûts du personnel et les autres coûts d'exploitation.
* Le **Fonds de roulement net** est calculé comme la somme des Stocks, des Créances commerciales, des Autres créances à court terme et des Créances fiscales, déduction faite des Dettes commerciales, des Dettes pour retours, des Dettes fiscales et des Autres dettes et passifs à court terme.
* **Capital investi** : il est représenté par le total des actifs à long terme et du fonds de roulement net, déduction faite des dettes pour avantages sociaux futurs, des provisions pour risques et charges et des dettes fiscales différées.
* La **position financière nette** est la somme des prêts à moyen/long terme, des dettes envers les banques et de la partie à court terme des prêts à moyen/long terme et des autres passifs financiers (courants et non courants), nets de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants (à court terme). La position financière nette a été déterminée conformément aux dispositions de l'avis d'avertissement de la Consob no. 5/21 du 29 avril 2021 « *Conformité avec les lignes directrices de l'ESMA sur les exigences de divulgation en vertu du règlement sur les prospectus* »
* La **position financière nette ajustée** est la somme des prêts à moyen/long terme, des dettes envers les banques et de la partie à court terme des prêts à moyen/long terme et des autres passifs financiers (courants et non courants), à l'exclusion des dettes de leasing, nets de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants (à court terme).

## Performance de management en 2021

Le premier semestre de l'année 2021 a été caractérisé par une intensification significative du plan de vaccination dans tout le pays, avec un assouplissement des restrictions à la circulation des personnes. Bien que la propagation de la pandémie Covid-19 ne soit pas encore sous contrôle, la réduction des périodes de confinement, également mise en œuvre de manière flexible en fonction de l'aggravation de la situation pandémique dans chaque Région individuelle, a certainement contribué à déterminer une croissance considérable du chiffre d'affaires du Groupe dans la période de référence, par rapport aux résultats obtenus dans la même période de l'année précédente. Il convient également de rappeler que la première partie de l'année 2020 a été caractérisée par un confinement généralisé imposé par les autorités, qui nous a contraints à fermer tous les points de vente Take Off and Over e gestion directe et indirecte du 10 mars 2020 au 18 mai 2020.

Le Groupe a su résister au « point culminant » de la pandémie, démontrant ainsi que son modèle économique est « défensif » et parvient à être performant même en temps de crise. En effet, dès que les restrictions sur la mobilité des personnes ont été levées, le Groupe a été en mesure d'obtenir rapidement les mêmes résultats commerciaux que durant les mois de 2019.

Les mesures de réduction des coûts que nous avons mises en œuvre nous ont permis d'atteindre un niveau de marges constant. De fait, nous avons rapidement mis en œuvre des mesures liées au personnel (redéfinition des équipes et du nombre d'employés par point de vente), des mesures relatives aux loyers des magasins et aux fournisseurs, avec des effets positifs qui se poursuivront même après la période sous revue. Comme on peut le voir dans les paragraphes suivants, nous avons enregistré une croissance des marges (EBITDA), qui sont passées de 18,2% au 30 juin 2020 à 34,2% au 30 juin 2021.

Malgré la persistance de la crise pandémique, nous avons continué à enregistrer une croissance (puisque, de toute façon, nous devons toujours planifier notre avenir en regardant devant nous) et nous avons ouvert de nouveaux points de vente :

* Take Off à Grosseto, Reggio Calabria, Catanzaro Lido, Catanzaro Centro et Forio (Naples) ;
* Over à Gualdo Tadino;

L'ouverture des points de vente susmentionnés s'inscrit toujours dans le cadre de notre approche consistant à poursuivre une croissance rapide dans toutes les directions, ce qui, grâce à une sélection attentive des points de vente, nous permet de minimiser les investissements d'ouverture et d'atteindre le seuil de rentabilité.

Afin de fidéliser davantage la clientèle et d'encourager ainsi l'utilisation des canaux de vente en ligne conjointement au service offert par les magasins physiques (une stratégie importante en cette période caractérisée par la pandémie et les restrictions à la libre circulation), nous avons conçu et mis en œuvre le premier magazine Take Off, distribué gratuitement dans nos points de vente, qui permet à nos clients d'effectuer des achats exclusifs de certaines des marques de luxe que nous commercialisons.

La période de confinement nous a également incités à accélérer le lancement du canal de vente en ligne, qui a démarré dès la fin 2020 avec le lancement de notre site web dédié, et qui nous permettra d'offrir un service supplémentaire à nos clients, ainsi que de soutenir davantage notre canal de vente traditionnel.

## Principales données du compte de résultat

Le tableau suivant présente les résultats globaux atteints par le Groupe en termes de revenus, de résultat d'exploitation et de résultat avant impôt au 30 juin 2021 et 2020 respectivement :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** | **1er janvier 2020 -  30 juin 2020** | **Variations** | **Variation en %** |
| Revenus des contrats avec les clients | 11 549 795 | 8 782 789 | 2 767 006 | 31,50% |
| Bénéfice d’exploitation brut (EBITA) | 3 955 320 | 1 602 984 | 2 352 336 | 146,75% |
| Résultat d’exploitation | 3 038 942 | 897 315 | 2 141 627 | 238,67% |
| Résultat avant impôts | 2 806 937 | 748 555 | 2 058 381 | 274,98% |
| Résultat pour la période | 2 128 669 | 615 687 | 1 512 982 | 245,74% |

Le chiffre d'affaires des six premiers mois de 2021 a augmenté de 31,5% par rapport à celui de la période précédente, marquant une augmentation de 2 767 000 euros, en raison de la levée progressive des restrictions imposées par la pandémie de Covid-19.

Partant d'un résultat avant impôts de 2 807 000 euros (749 000 euros pour la période 1.01.2020 - 30.06.2020), le résultat final de la période est de 2 129 000 euros (616 000 euros pour la période 1.01.2020 - 30.06.2020).

Le compte de résultat reclassé de la société par rapport à celui de la même période en 2020 est le suivant :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** | ***% des revenus*** | **1er janvier 2020 -  30 juin 2020** | ***% des revenus*** | **Variations** | **Variation en %** |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Revenus des contrats avec les clients | 11 549 795 | *100%* | 8 782 789 | *100%* | 2 767 006 | 32% |
| **REVENUS** | **11 549 795** | *100%* | **8 782 789** | *100%* | **2 767 006** | **32%** |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Autres revenus | 378 086 | *3%* | 998 921 | *11%* | (620 835) | -62% |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Coûts des matières premières et consommables | (5 209 797) | *45%* | (5 897 644) | *67%* | 687 847 | -12% |
| Coûts de services | (692 387) | *6%* | (611 843) | *7%* | (80 545) | 13% |
| Charges de personnel | (1 960 403) | *17%* | (1 570 671) | *18%* | (389 731) | 25% |
| Autres coûts d’exploitation | (109 975) | *1%* | (98 568) | *1%* | (11 407) | 12% |
| **EBITDA** | **3 955 320** | **34%** | **1 602 984** | **18%** | **2 352 336** | **147%** |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Amortissements et dépréciations | (916 378) | *1%* | (705 669) | *1%* | (210 709) | 30% |
| **EBIT** | **3 038 942** | **26%** | **897 315** | **10%** | **2 141 627** | **239%** |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Résultat de la gestion financière | (232 005) | *2%* | (148 760) | *2%* | (83 245) | 56% |
| **RÉSULTAT AVANT IMPÔTS** | **2 806 937** | **24%** | **748 555** | **6%** | **2 058 381** | **275%** |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Impôts sur le revenu | (678 267) | *1%* | (132 868) | *1%* | (545 399) | 410% |
| **RÉSULTAT POUR LA PÉRIODE** | **2 128 669** | **18%** | **615 687** | **5%** | **1 512 982** | **246%** |

Nous rappelons que le poste autres produits comprend principalement des subventions publiques pour 277 000 euros reçues de la part de la Région des Pouilles au titre des emprunts contractés pour faire face à la crise de la pandémie, de même que le coût du personnel a été positivement influencé par le bénéfice du CIGS (fonds extraordinaire de garantie des salaires), bien qu'en augmentation par rapport à l'année précédente.

Les coûts des services ont augmenté de 81 000 euros et sont en ligne avec l'augmentation des ventes de la période de référence.

Le solde de la gestion financière, une charge en 2020 de 232 000 euros, est principalement affecté par les intérêts sur les hypothèques et les prêts contractés par Take Off, ainsi que par les charges financières sur les contrats de droits d'utilisation et par l'effet des différences de change reconnues par Over pendant la période de référence.

## Principales données de l'état de la situation financière

L'état de la situation financière agrégée du Groupe, comparé à celui du 31 décembre 2020, est le suivant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** |
| Immobilisations corporelles | 1 328 086 | 1 961 109 |
| Immobilisations incorporelles | 119 607 | 15 185 |
| Droits d’utilisation | 7 125 449 | 7 789 800 |
| Autres actifs à long terme | 470 071 | 479 103 |
| Actif d’impôt différé | 1 361 408 | 1 543 811 |
| **Actifs à long terme (A)** | **10 404 620** | **11 789 008** |
|  |  |  |
| Stocks | 10 604 097 | 10 981 873 |
| Créances commerciales | 111 884 | 179 780 |
| Autres créances à court terme | 683 154 | 737 372 |
| Créances fiscales | 1 334 353 | 17 222 |
| **Actif d'exploitation à court terme (B)** | **12 733 489** | **11 916 248** |
|  |  |  |
| Dettes commerciales | (4 148 683) | (6 591 368) |
| Impôts à payer à court terme | (4 168 909) | (3 031 106) |
| Autres dettes et passifs à court terme | (3 357 562) | (1 540 147) |
| **Passif d'exploitation à court terme (C)** | **(11 675 154)** | **(11 162 621)** |
|  |  |  |
| **Fonds de roulement net (D) = (B) + (C)** | **1 058 335** | **753 627** |
|  |  |  |
| Passifs liés à des avantages sociaux futurs | (777 176) | (692 147) |
| Provisions pour risques et charges | (42 531) | (42 531) |
| Autres passifs et dettes à long terme | (1 480 678) | (1 662 489) |
| Impôts différés passif | (52 257) | (52 257) |
| **Passif à moyen/long terme (E)** | **(2 352 643)** | **(2 449 424)** |
|  |  |  |
| **CAPITAL INVESTI (A) + (D) + (E)** | **9 110 312** | **10 093 211** |
|  |  |  |
| Capitaux propres | 9 469 982 | 11 838 234 |
| Position financière nette | **(359 670)** | **(1 745 023)** |
|  |  |  |
| **FONDS PROPRES ET POSITION FINANCIÈRE NETTE** | **9 110 312** | **10 093 211** |

## Principales données de l'état des flux de trésorerie

La position financière nette agrégée au 30 juin 2021, comparée à celle du 31 décembre 2020, est la suivante :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** |
| A. Encaisse | 14 452 998 | 15 405 808 |
| B. Équivalents de trésorerie |  |  |
| C.1 Autres actifs financiers à court terme |  |  |
| C.2 Autres actifs financiers à court terme pour contrats de location |  |  |
| **D. Liquidités (A + B + C)** | **14 452 998** | **15 405 808** |
| E.1 Dettes financières à court terme | (2 461 030) | (1 477 061) |
| E.2 Dettes financières à court terme pour contrats de location | (2 857 966) | (1 483 823) |
| F. Portion à court terme des dettes financières à long terme |  |  |
| **G. Dettes financières à court terme (E + F)** | **(5 318 996)** | **(2 960 885)** |
| **H. Dettes financières nettes à court terme (G + D)** | **9 134 003** | **12 444 923** |
| I.1 Dettes financières à long terme | (4 197 711) | (4 115 858) |
| I.2 Dettes financières à long terme pour contrats de location | (4 576 623) | (6 584 043) |
| J. Titre de créances |  |  |
| K. Dettes commerciales et autres dettes à long terme |  |  |
| **L. Dettes financières à long terme (I + J + K)** | **(8 774 333)** | **(10 699 900)** |
| **M. Dettes financières (H + L)** | **359 670** | **1 745 023** |
| dont : |  |  |
| *Dette financière ordinaire (PFN ajustée)* | *7 794 258* | *9 812 889* |
| *Dettes pour contrats de location* | *(7 434 588)* | *(8 067 866)* |

La dette financière nette de l'exercice a augmenté par rapport à l'exercice précédent d'environ 432 000 euros, car Take Off a profité des opportunités offertes par le décret dit de Liquidité pour augmenter les liquidités et faire face aux incertitudes liées à la durée de la pandémie de Covid-19.

Il a été jugé opportun de présenter, dans le tableau précédent, également la position financière nette ajustée, qui exclut, par rapport au calcul décrit précédemment, la dette pour les Droits d'utilisation s'élevant à 7 435 000 euros comptabilisée au 30.06.2021 (8 068 000 euros au 31.12.2020), et qui, conformément à la norme comptable IFRS 16, est classée dans le poste Autres dettes financières. Déduction faite de ce montant, la position financière nette au 30.06.2021 est positive et s'élève à 7 794 000 euros (9 813 000 euros au 31.12.2020).

## Indicateurs économiques et d'efficacité

Pour une meilleure description des revenus, des fonds propres et de la situation financière du Groupe, les tableaux ci-dessous présentent certains ratios de rentabilité, de fonds propres et financiers comparés aux mêmes ratios au 30 juin 2020.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **30 juin 2021** | **30 juin 2020** |
| EBITDA | 3 955 320 | 1 602 984 |
| Marge EBITDA | 34,25% | 18,25% |
| RCP avant impôt (résultat avant impôt de la période/capitaux propres) | 29,64% | 6,23% |
| RDI (EBIT/Actif total) | 8,08% | 2,70% |
| TRO (EBIT/Revenus) | 26,31% | 10,22% |

Les indices économiques[[1]](#footnote-2) confirment la dynamique déjà commentée et les résultats de gestion obtenus. Au 30 juin 2021, on constate une croissance significative de l'EBITDA, qui s'élève à 34,2% des revenus contre 18,2% l'année précédente.

Le tableau ci-dessous présente quelques ratios des états financiers[[2]](#footnote-3) qui décrivent (i) les modes de financement des emprunts à moyen/long terme et (ii) la composition des sources de financement, comparés aux mêmes ratios relatifs aux états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2020.

Le ratio actuel montre la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes. Dans les deux périodes de comparaison, le ratio met en évidence la capacité de l'entreprise à couvrir ses dettes avec ses propres actifs. Le ratio s'est détérioré au 30 juin 2021 par rapport à la période comparative, principalement en raison de l'augmentation de la dette financière à court terme.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** |
| Ratio à court terme (Actif à court terme / Passif à court terme) | 1,60 | 1,93 |
| Ratio de liquidité restreinte (actif à court terme - Stocks)/Passif à court terme | 0,98 | 1,16 |
| Actif immobilisé (CP - Immobilisations) | (934 638) | 49 226 |
| Actifs/passifs immobilisés et marge des fonds propres (CP+MLP-Immobilisations) | 10 192 338 | 13 198 550 |

## Informations relatives à l'environnement et au personnel

Compte tenu du rôle social de la société, également mis en évidence par le document sur le rapport de gestion du National Institute of Chartered Accountant, il est jugé opportun de fournir les informations suivantes relatives à l'environnement et au personnel :

***Personnel***

Au cours de la période de référence :

* aucun accident grave sur le lieu de travail n'a entraîné de blessures graves pour le personnel inscrit au registre des employés ;
* il n'y a pas eu de charges relatives à des maladies professionnelles impliquant des salariés ou d'anciens salariés et des causes de mobbing pour lesquelles l'entreprise a été déclarée définitivement responsable.

Au cours de la période, le Groupe a réalisé des investissements pour la sécurité du personnel.

Les effectifs au 30 juin 2021, nets des cessations d'activité, sont les suivants :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (Nb unités) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variations** |
| **Take OFF** |  |  |  |
| Employés de bureau | 9 | 8 | 1 |
| Travailleurs manuels | 207 | 185 | 22 |
| **Over** |  |  |  |
| Employés de bureau | 7 | 8 | -1 |
| Travailleurs manuels | 14 | 12 | 2 |
| **Total** | **237** | **213** | **24** |

La formation joue un rôle décisif pour notre entreprise compte tenu de l'évolution constante des tendances dans le secteur de la mode. La formation du personnel visait à développer les compétences techniques et commerciales de tous les employés. En particulier, un engagement important a été consacré au secteur commercial, qui est définitivement stratégique.

***Environnement***

Grâce aux investissements destinés à la restructuration de nos sièges sociaux, nous avons adapté ceux-ci à toutes les exigences des dispositions législatives en vigueur en matière d'environnement.

En matière de sécurité, nous avons confié à un professionnel externe la mission de dispenser des formations sur la prévention des risques sur le lieu de travail, toujours dans le respect de la législation en vigueur.

## Investissements

Au cours de l'exercice, des investissements ont été réalisés dans les domaines suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| (en euros) | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** |
| Investissements dans des immobilisations incorporelles | 106 900 |
| Investissements en immobilisations corporelles | 122 000 |
| Placements en actions | - |
| **Total Investissements** | **228 900** |

## Activités de recherche et de développement

Conformément à l'article 2428, paragraphe 2, numéro 1, du Code civil italien, les informations suivantes sont reconnues : Take Off et Over n'ont pas effectué d'activités de recherche et de développement au cours de l'exercice.

## Relations avec les parties liées

Au cours de la période considérée, aucune relation commerciale ou financière n'a été entretenue avec les filiales, les sociétés apparentées et les sociétés mères.

## Actions propres et actions/quotas des sociétés mères

Les Sociétés ne possèdent pas et n'ont pas acquis ou cédé d'actions propres ou de parts de sociétés mères au cours de la période, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'une société de fiducie ou d'un tiers.

## Principaux risques et incertitudes

En ce qui concerne l'évaluation des principaux « risques et incertitudes », étant donné que le Groupe opère de manière prudente et adéquate afin de pouvoir faire face à tout événement imprévu et soudain de nature à déstabiliser le contexte dans lequel il opère, veuillez-vous référer à la communication des états financiers (voir note 45 "Gestion des risques financiers").

## Situation économique

Dès les premiers mois de 2020, le scénario national et international a été affecté négativement par la pandémie causée par la Covid-19. Les stratégies de confinement mises en œuvre par de nombreux gouvernements, dont le nôtre, pour faire face à la propagation du virus ont eu un impact négatif sur l'ensemble du secteur de la distribution et, en particulier, sur la vente de vêtements.

Le Groupe a su réagir rapidement à cette situation complexe, en réduisant certains coûts et en maintenant un excellent niveau de rentabilité, comme illustré ci-dessus.

La deuxième phase de la pandémie a vu une approche différente des institutions, qui tentent de trouver un équilibre difficile entre la nécessité essentielle de protéger la santé et la survie du tissu économique et industriel du pays. Les fermetures partielles et la forte impulsion donnée au plan de vaccination permettent sans doute de continuer à fonctionner, mais dans un cadre général encore complexe, et aggravé par la propagation de certaines variantes du virus.

Les dirigeants du Groupe, grâce aux politiques de maîtrise des coûts mises en œuvre et à leur capacité à faire face aux difficultés, sont toutefois non seulement confiants dans la bonne tendance des résultats économiques prévisionnels, bien qu'influencés par les effets de la pandémie, mais ils estiment qu'il est essentiel de continuer à investir dans son parcours de croissance et de développement, en profitant également des opportunités qui seront générées par les éventuelles crises de certains opérateurs du marché. Bien entendu, l'espoir est que nous puissions rapidement revenir à une situation normale.

Rome, le 07 septembre 2021

Le Président du Conseil d'Administration

Aldo Piccarreta

États financiers agrégés au 30 juin 2021

# État de la situation financière

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **Note** | **AGRÉGATION IFRS 30 juin 2021** | **AGRÉGATION IFRS 31 décembre 2020** |
| **ACTIF** |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Actifs à long terme** |  |  |  |
| Immobilisations corporelles | *(7)* | 1 328 086 | 1 961 109 |
| Immobilisations incorporelles | *(8)* | 119 607 | 15 185 |
| Droits d’utilisation | *(9)* | 7 125 449 | 7 789 800 |
| Autres créances à long terme | *(10)* | 470 071 | 479 103 |
| Actif d’impôt différé | *(11)* | 1 361 408 | 1 543 811 |
| **TOTAL ACTIFS À LONG TERME** |  | **10 404 620** | **11 789 008** |
|  |  |  |  |
| **Actif circulant** |  |  |  |
| Stocks | *(12)* | 10 604 097 | 10 981 873 |
| Créances commerciales | *(13)* | 111 884 | 179 780 |
| Autres créances à court terme | *(14)* | 683 154 | 737 372 |
| Créances fiscales | *(15)* | 1 334 353 | 17 222 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | *(16)* | 14 452 998 | 15 405 808 |
| **TOTAL ACTIF CIRCULANT** |  | **27 186 487** | **27 322 056** |
|  |  |  |  |
| **TOTAL ACTIF** |  | **37 591 107** | **39 111 065** |
|  |  |  |  |
| **CAPITAUX PROPRES** |  |  |  |
| Capital social |  | 2 000 000 | 1 186 667 |
| Réserve légale |  | 237 333 | 191 399 |
| Réserve pour écarts de conversion |  | 2 440 366 | 2 440 366 |
| Autres réserves |  | 2 783 171 | 3 593 354 |
| Réserve pour les régimes de prévoyance (OCI) - actualisée |  | (119 557) | (122 636) |
| Bénéfices/pertes des périodes précédentes |  | . | 733 560 |
| Résultat pour la période |  | 2 128 669 | 3 815 524 |
| **TOTAL CAPITAUX PROPRES** | *(17)* | **9 469 982** | **11 838 234** |
|  |  |  |  |
| **PASSIF** |  |  |  |
| **Passif à long terme** |  |  |  |
| Prêts à moyen et long terme | *(18)* | 4 197 711 | 4 115 858 |
| Autres passifs financiers non exigibles | *(19)* | 4 576 623 | 6 584 043 |
| Passifs liés à des avantages sociaux futurs | *(20)* | 777 176 | 692 147 |
| Provisions pour risques et charges | *(21)* | 42 531 | 42 531 |
| Autre passif à long terme | *(22)* | 75 000 | 58 000 |
| Impôts à payer à long terme | *(28)* | 1 405 678 | 1 604 489 |
| Impôts différés passif | *(23)* | 52 257 | 52 257 |
| **TOTAL PASSIFS À LONG TERME** |  | **11 126 976** | **13 149 325** |
|  |  |  |  |
| **Passif à court terme** |  |  |  |
| Dettes envers les banques et part à court terme des prêts à long terme | *(24)* | 2 461 030 | 1 477 061 |
| Autres passifs financiers exigibles | *(25)* | 2 857 966 | 1 483 823 |
| Dettes commerciales | *(26)* | 4 148 683 | 6 591 368 |
| Dettes pour les retours | *(27)* | 26 143 | 68 246 |
| Impôts à payer | *(28)* | 4 168 909 | 3 031 106 |
| Autres dettes et passifs à court terme | *(29)* | 3 331 419 | 1 471 901 |
| **TOTAL PASSIF À COURT TERME** |  | **16 994 149** | **14 123 506** |
|  |  |  |  |
| **TOTAL PASSIF** |  | **28 121 125** | **27 272 830** |
|  |  |  |  |
| **TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF** |  | **37 591 107** | **39 111 065** |

# Compte de résultat

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **Note** | **AGRÉGATION IFRS  30 juin 2021** | **AGRÉGATION IFRS 30 juin 2020** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| Revenus des contrats avec les clients | *(30)* | 11 549 795 | 8 782 789 |
| **REVENUS** |  | **11 549 795** | **8 782 789** |
|  |  |  |  |
| Autres revenus | *(31)* | 378 086 | 998 921 |
| *dont avec des parties liées* |  | *18 000* |  |
|  |  |  |  |
| Coûts des matières premières et consommables | *(32)* | (5 209 797) | (5 897 644) |
| Coûts de services | *(33)* | (692 387) | (611 843) |
| Charges de personnel | *(34)* | (1 960 403) | (1 570 671) |
| Autres coûts d’exploitation | *(35)* | (109 975) | (98 568) |
| Amortissements et dépréciations | *(36)* | (916 378) | (705 669) |
| **RÉSULTAT D’EXPLOITATION** |  | **3 038 942** | **897 315** |
|  |  |  |  |
| Charges financières | *(37)* | (246 184) | (181 558) |
| Produits financiers | *(38)* | 14 179 | 32 798 |
| **RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION** |  | **2 806 937** | **748 555** |
|  |  |  |  |
| Impôts sur le revenu | *(39)* | (678 267) | (132 868) |
| **RÉSULTAT DE L'EXERCICE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION** |  | **2 128 669** | **615 687** |
|  |  |  |  |
| **RÉSULTAT POUR LA PÉRIODE** |  | **2 128 669** | **615 687** |
| *Bénéfice par action* |  | *0,19* | *0,06* |

# Compte de résultat global

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **Note** | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** | **1er janvier 2020 -  30 juin 2020** |
|  |  |  |  |
| **RÉSULTAT POUR LA PÉRIODE** |  | **2 128 669** | **615 687** |
|  |  |  |  |
| **Autres postes du compte de résultat global** |  |  |  |
|  |  |  |  |
| *Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassées ultérieurement dans le bénéfice/(perte) de l'exercice (net d'impôts) :* |  |  |  |
| Profits/(pertes) résultant de l'actualisation des passifs au titre des avantages sociaux futurs. |  | 3 078 | - |
| **Total des autres éléments du résultat global** |  | **3 078** | **-** |
|  |  |  |  |
| *Autres éléments du résultat global qui seront ultérieurement reclassés dans le bénéfice/(perte) de la période (nets d'impôts)* |  | - | - |
|  |  |  |  |
| **RÉSULTAT GLOBAL POUR LA PÉRIODE** |  | **2 131 748** | **615 687** |

# État des variations des capitaux propres

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **Note** | **Capital social** | **Réserve légale** | **Réserve de conversion aux normes IAS/IFRS** | **Autres réserves** | **Bénéfices/(pertes) des périodes précédentes** | **Bénéfice/(pertes) de la période** | **Total** |
| **Bilan au 31 décembre 2019** |  | **596 667** | **45 333** | **2 440 366** | **6 196 113** | ***-15 105*** | ***3 569 602*** | **12 813 311** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Résultat pour la période* |  |  |  |  |  |  | *615 687* | *615 687* |
| *Autres postes du compte de résultat global* |  |  |  |  |  |  |  | *0* |
| Bénéfice ou perte global(e) pour la période |  | - | - | - | - | | 615 687 | 615 687 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent |  |  | 146 066 |  | 2 655 205 | 748 666 | -3 549 937 | 0 |
| Paiement de l'augmentation résiduelle du capital social | (19) | 590 000 |  |  |  |  |  | 590 000 |
| *Réserve pour les régimes de prévoyance (OCI) - actualisée* |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Distribution des dividendes | (19) |  |  |  | (2 000 000) |  |  | (2 000 000) |
| **Bilan au 30 juin 2020** |  | **1 186 667** | **191 399** | **2 440 366** | **6 851 318** | **733 560** | **615 687** | **12 018 998** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (en euros) | **Note** | **Capital social** | **Réserve légale** | **Réserve de conversion aux normes IAS/IFRS** | **Autres réserves** | **Bénéfices/(pertes) des périodes précédentes** | **Bénéfice/(pertes) de la période** | **Total** |
| **Bilan au 31 décembre 2020** |  | **1 186 667** | **191 399** | **2 440 366** | **3 470 718** | ***733 560*** | ***3 815 524*** | **11 838 234** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Résultat pour la période* |  |  |  |  |  |  | *2 128 669* | *2 128 669* |
| *Autres postes du compte de résultat global* |  |  |  |  | *3 078* |  |  | *3 078* |
| Bénéfice ou perte global(e) pour la période |  | - | - | - | 3 078 |  | 2 128 669 | 2 131 748 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent |  |  | 45 934 |  | 4 503 150 | (733 560) | (3 815 524) | 0 |
| Augmentation de capital social | (19) | 813 333 |  |  | (813 333) |  |  |  |
| Distribution des dividendes | (19) |  |  |  | 4 500 |  |  | (4 500 000) |
| Transactions "sous contrôle commun » | (6) |  |  |  |  |  |  | 0 |
| **Bilan au 30 juin 2021** |  | **2 000 000** | **237 333** | **2 440 366** | **2 663 613** | **0** | **2 128 669** | **9 469 982** |

# État des flux de trésorerie

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | | **Note** | **1R janvier 2021 - 30 juin 2021** | **1er janvier 2020 -**  **30 juin 2020** |
| **Activités d’exploitation** | |  |  |  |
| Résultat avant impôts des activités poursuivies | |  | 2 806 937 | 748 555 |
| Résultat avant impôts des actifs destinés à la vente | |  | - | - |
| **Résultat avant impôts** | |  | **2 806 937** | **748 555** |
| *Ajustements pour réconcilier le résultat avant impôts avec le flux de trésorerie*  *net des activités d'exploitation :* | | | |  |
|  | Amortissement et dépréciation des immobilisations corporelles | *(36)* | 145 314 | 114 604 |
|  | Amortissement et dépréciation des immobilisations incorporelles et des droits d'utilisation | *(36)* | 771 064 | 591 065 |
|  | Provisions liées à des avantages sociaux futurs | *(20)* | 88 107 | 83 284 |
|  | Produits financiers | *(38)* | (14 179) | (32 798) |
|  | Charges financières | *(37)* | 246 184 | 181 558 |
| Variations du fonds de roulement | |  |  |  |
|  | Créances commerciales | *(13)* | 67 896 | 371 352 |
|  | Autres créances à court terme | *(14)* | (1 262 912) | 266 990 |
|  | Stocks | *(12)* | 377 776 | (473 589) |
|  | Dettes commerciales et contractuelles | *(26) - (27)* | (2 484 788) | (1 724 690) |
|  | Autres dettes à court terme | *(29)* | 1 603 836 | 128 274 |
| Variation nette des créances et dettes à long terme | |  | (172 779) | (146 297) |
| Variation nette des actifs et passifs d'impôts différés | | *(11) - (23)* | 182 403 | (5 796) |
| Intérêts (payés)/recouvrés | | *(38) - (37)* | (232 005) | (148 760) |
| Impôts sur le revenu payés | | *(28) - (39)* | (984 784) | (622 016) |
| **Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles** | |  | **1 138 070** | **(668 263)** |
|  |  |  |  |  |
| **Activités d’investissement** | |  |  |  |
| Investissements en immobilisations corporelles | | *(7)* | (122 000) | (1 375 600) |
| Cessions d’Immobilisations corporelles | | *(7)* | 609 710 | - |
| Investissements en immobilisations incorporelles et droits d'utilisation | | *(8) - (9)* | (106 900) | 372 725 |
| Placements en actions dans d'autres sociétés | |  | - | (100 000) |
| **Flux de trésorerie net provenant des activités d’investissement** | |  | **380 810** | **(1 102 875)** |
|  |  |  |  |  |
| **Activités de financement** | |  |  |  |
| Ouverture de prêts à moyen/long terme | | *(18) - (24)* | 750 000 | 2 570 792 |
| Remboursement de prêts à moyen/long terme | | *(18) - (24)* | (489 825) | (331 456) |
| Ouverture/(remboursement) de prêts à court terme | | *(18) - (24)* | 805 647 | - |
| Remboursement des passifs financiers pour les droits d'utilisation sur les contrats de location | | *(19) - (25)* | (737 512) | (910 454) |
| Augmentation de capital social | | *(17)* | - | 590 000 |
| Dividendes payés | | *(17)* | (2 800 000) | (1 000 000) |
| **Flux de trésorerie net provenant d’activités de financement** | |  | **(2 471 690)** | **918 882** |
|  |  |  |  |  |
| **(Diminution)/Augmentation nette de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des dépôts à court terme** | | | **(952 809)** | **(852 256)** |
|  | |  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie et dépôts à court terme au début de la période | |  | 15 405 808 | 12 602 274 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie et dépôts à court terme à la fin de la période | |  | 14 452 998 | 11 750 018 |

Notes explicatives sur les états financiers intermédiaires agrégés

# Notes explicatives sur les états financiers agrégés intermédiaires condensés au 30 juin 2021.

## Informations sur la société et structure des états financiers agrégés

Take Off est une société anonyme constituée en Italie et inscrite au registre des sociétés de Rome sous le numéro 04509190759 (ci-après dénommée simplement « Take Off »). Le siège social est situé à ROME (RM), Via di Novella 22.

Take Off exerce son activité dans le secteur du commerce de détail d'articles d'habillement, sur la base du schéma de la chaîne de magasins d’usine (OUTLET), en utilisant différents points de vente situés sur tout le territoire national et en particulier dans le sud de l'Italie.

Over est une société anonyme constituée en Italie et inscrite au registre des sociétés de Bari sous le numéro 05470340729 (ci-après dénommée « « Over). Son siège social est situé en Italie, à Castellana Grotte (BA), Via Turi Snc.

Over est une société anonyme qui exerce son activité dans le secteur de la vente au détail de vêtements et d'accessoires pour enfants, avec la marque propre Overkids et son réseau de vente comprend 114 points de vente au 31 décembre 2020.

Take Off S.p.A. et Over S.p.A. sont toutes deux soumises à la gestion et à la coordination de la société mère Summit S.r.l., basée à Monopoli (BA), code fiscal et numéro de TVA 08274180721.

Dans le cadre du processus envisagé pour l'admission des actions ordinaires de Take Off S.p.A. à la négociation sur le système multilatéral de négociation AIM Italia - Alternative Capital Market organisé et géré par Borsa Italiana S.p.A. (ci-après « AIM Italia »), Take Off a choisi de préparer les états financiers conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS) publiées par l'International Accounting Standard Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne, en exerçant l'option prévue par l'art. 4 alinéa 5 du décret législatif n. 38/2005.

Les présents états financiers agrégés intermédiaires condensés au 30 juin 2021, établis conformément à la norme IAS 34 - Information financière intermédiaire, ont été rédigés uniquement dans le but d'être inclus dans le document d'admission à préparer dans le cadre du processus envisagé de cotation des actions de Take Off S.p.A. au système de négociation multilatéral de l'AIM Italia - Marché alternatif des capitaux organisé et géré par Borsa Italiana S.p.A.

Les administrateurs considèrent qu'il n'y a pas d'incertitudes significatives qui pourraient donner lieu à des doutes concernant cette hypothèse. Ils ont évalué qu'il existe une attente raisonnable que le Groupe dispose de ressources adéquates pour poursuivre ses activités dans un avenir immédiat, soit au moins 12 mois après la date des états financiers.

Les états financiers agrégés intermédiaires condensés ne fournissent pas toutes les informations requises pour la préparation des états financiers agrégés annuels. Pour cette raison, il est nécessaire de lire les états financiers agrégés intermédiaires condensés conjointement avec les états financiers agrégés au 31 décembre 2020.

Les états financiers agrégés intermédiaires condensés comprennent l'état de la situation financière, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie de Take Off S.p.A. et Over S.p.A., conjointement identifiés comme le Groupe Take Off (ou le "Groupe"), au 30 juin 2021. Ces états financiers agrégés ont été préparés sur la base des situations comptables des sociétés individuelles, ajustées de manière appropriée pour les rendre homogènes et conformes aux normes IFRS.

Comme décrit ci-dessus, Take Off S.p.A. n'a aucun contrôle sur Over S.p.A. et, par conséquent, en l'absence de relations d'actionnariat entre les deux sociétés, ces états financiers agrégés intermédiaires condensés ont été préparés dans le seul but d'être inclus dans le document d'admission à rédiger dans le cadre du processus prévu pour la cotation des actions de Take Off S.p.A. sur AIM Italia. Compte tenu de ce qui précède, il n'a pas été procédé à l'élimination des participations et la valeur de l'ensemble des capitaux propres est représentée par la somme algébrique des actifs nets des deux sociétés impliquées dans le regroupement. En outre, tous les soldes et les transactions inter-sociétés, y compris les profits et les pertes non réalisés découlant des relations entre les sociétés du groupe Take Off, sont éliminés.

Il convient également de rappeler que, toujours dans le cadre de l'opération de cotation prévue, la société Take Off a choisi de préparer les états financiers agrégés conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS) publiées par l'International Accounting Standard Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne, en exerçant l'option prévue par l'art. 4 alinéa 5 du décret législatif n. 38/2005.

La publication des états financiers agrégés pour l'exercice clos le 30 juin 2021 a été autorisée par le Conseil d'administration le 7 septembre 2021.

Ces états financiers intermédiaires sont établis en euros, monnaie fonctionnelle du Groupe, de même que les notes explicatives, sauf indication contraire.

Les formats d'états financiers adoptés sont conformes à ceux prévus par les normes comptables de référence et en particulier :

* l'état de la situation financière a été préparé en classant les actifs et les passifs selon le critère « court ou long terme » ;
* le compte de résultat a été préparé en classant les coûts d'exploitation par nature ;
* le compte de résultat global comprend non seulement le résultat de la période selon le compte de résultat, mais aussi les variations des capitaux propres autres que celles avec les actionnaires ;
* le tableau des flux de trésorerie a été préparé en présentant les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles selon la « méthode indirecte », comme le permet la norme IAS 7 (Tableau des flux de trésorerie). Dans ce contexte, la décision a été prise de présenter le montant des intérêts payés et perçus comme faisant partie des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles
* l'état des variations des capitaux propres a été préparé en fournissant des preuves séparées des autres éléments du compte de résultat global.

Compte tenu des exigences des normes comptables de référence, la comparaison des postes de l'état de la situation financière est effectuée avec les valeurs agrégées au 31 décembre 2020, tandis que la comparaison des postes du compte de résultat est effectuée avec les valeurs agrégées au 30 juin 2020 retraitées sur la base des normes comptables internationales.

Les notes explicatives montrent, par rapport aux différents postes, les changements intervenus au cours de la période.

Il convient de noter que Take Off, bien qu'ayant détenu des participations de contrôle en 2020 et 2019, ne prépare pas les états financiers consolidés étant donné que les limites prévues par l'art. 27 du décret législatif n. 127/91 ne sont pas dépassées.

## Normes comptables et critères d'évaluation adoptés

Les états financiers agrégés intermédiaires condensés au 30 juin 2021 ont été établis sur la base du principe du coût historique. Se référer aux paragraphes spécifiques commentant les postes de l'état de la situation financière et du compte de résultat pour plus de détails sur les critères adoptés.

**2.1 Évaluations discrétionnaires et estimations comptables significatives**

La préparation des états financiers de Take Off and Over nécessite la préparation d'évaluations discrétionnaires, d'estimations et d'hypothèses qui influencent la valeur des revenus, des coûts, des actifs et des passifs et l'indication des passifs éventuels à la date de clôture. Les résultats définitifs pourraient différer de ces estimations. L'incertitude entourant ces hypothèses et estimations pourrait conduire à des résultats qui nécessiteraient, dans le futur, un ajustement significatif de la valeur comptable de ces actifs et/ou passifs. Les estimations et les hypothèses sont revues périodiquement et les effets de toute modification apportée à celles-ci sont reflétés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle l'estimation est révisée. Les principaux processus d'estimation et d'évaluation discrétionnaires concernent la comptabilisation et l'évaluation des éléments des états financiers indiqués ci-dessous.

**Estimations et hypothèses**

Les principales hypothèses concernant l'avenir et les autres principales causes d'incertitude d'évaluation qui, à la date de référence, présentent le risque considérable de donner lieu à des ajustements significatifs des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'année sont illustrées ci-dessous. Le Groupe a fondé ses estimations et hypothèses sur les paramètres disponibles au moment de la préparation des états financiers intermédiaires. Toutefois, les circonstances actuelles et les hypothèses relatives aux événements futurs peuvent changer en raison de l'évolution du marché ou d'événements indépendants de sa volonté. Si ces changements se produisent, ils sont reflétés dans les hypothèses au moment où ils se produisent.

*Dépréciation d'actifs non financiers*

Les actifs tels que les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les actifs consistant en un droit d'utilisation d'un actif sous-jacent subissent une réduction de valeur lorsque leur valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, représentée par le plus élevé de la juste valeur, diminuée des coûts de cession, et de la valeur d'utilité.

Conformément à la norme IAS 36, les sociétés ont identifié les Unités Génératrices de Trésorerie (« UGT ») qui représentent le plus petit groupe identifiable capable de générer des flux de trésorerie largement indépendants ; ces UGT correspondent aux points de vente des sociétés.

En raison du changement significatif du contexte économique, qui a également affecté le secteur dans lequel les sociétés opèrent et en considération des recommandations de l'ESMA (Déclaration publique « Implications de l'épidémie COVID-19 sur les rapports financiers semestriels » du 20 mai 2020) et des directives de la Consob (Mise en garde n°. 8/20 du 16-7-2020), la Direction a jugé opportun de procéder à une analyse spécifique afin d'identifier les points de vente qui, à la clôture des comptes au 30 juin 2021, pourraient présenter des indicateurs de dépréciation à la lumière des effets de la pandémie, ainsi qu'en référence à leurs actifs sociaux.

L'analyse est effectuée en vérifiant l'existence d'indicateurs de dépréciation au niveau de chaque point de vente, en déterminant la rentabilité relative, tant finale que prévisionnelle, en leur attribuant les revenus et les coûts directs encourus pour la commercialisation des marchandises, y compris l'amortissement des droits d'utilisation et à l'exclusion des coûts attribuables aux Actifs Sociaux (Logistique et Siège), à la vente en gros et aux résultats d'éventuelles opérations extraordinaires.

La rentabilité globale des points de vente et du commerce de gros (groupe d'UGT) a été vérifiée par la suite, de manière définitive et prospective, afin de vérifier la recouvrabilité des coûts d'exploitation attribuables aux actifs du groupe.

La capacité prospective du groupe d'UGT à assurer la recouvrabilité totale de la valeur comptable nette du groupe d'UGT et des actifs de l'entreprise, représentée par le capital net investi (CIN) de la société, a ensuite été vérifiée.

L'existence d'indicateurs de dépréciation au niveau du point de vente entraîne la réalisation d'un test de dépréciation. En l'absence d'indicateurs de dépréciation, le test de dépréciation est effectué au niveau du groupe d'UGT.

Les contrôles de la valeur recouvrable sont effectués selon les critères prévus par la norme IAS 36 et décrits plus en détail dans la note suivante g) Pertes de valeur sur actifs non financiers.

Pour déterminer la valeur recouvrable, la direction applique le critère de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs qui devraient provenir de l'actif évalué, actualisés à l'aide d'un taux d'actualisation, brut d'impôts, qui reflète les évaluations actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques de l'activité.

Les flux de trésorerie futurs attendus utilisés pour déterminer la valeur d'utilité sont basés sur le plan d'affaires le plus récent pour la période 2021-2025, approuvé par la direction, et contenant des prévisions de volumes, de revenus, de coûts d'exploitation, de flux de trésorerie et d'investissements.

Ces prévisions couvrent la période des 5 prochaines années ; par conséquent, les flux de trésorerie relatifs aux années suivantes sont déterminés sur la base d'un taux de croissance à long terme qui ne dépasse pas le taux de croissance moyen à long terme attendu pour le secteur et le pays.

*Impôts sur le revenu*

*Impôts sur le revenu différés et payés d'avance*

Les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés sur les différences temporelles entre les actifs enregistrés dans les états financiers et les valeurs correspondantes comptabilisées à des fins fiscales, en appliquant le taux d'imposition en vigueur à la date à laquelle la différence temporelle s'inversera, déterminé sur la base des taux d'imposition prévus par les mesures adoptées ou quasi adoptées à la date de référence. Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, des actifs d'impôt différé pour toutes les différences temporelles imposables, les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés sont comptabilisés lorsque leur récupération est probable, c'est-à-dire lorsqu'il est prévu qu'un revenu imposable suffisant sera disponible à l'avenir pour récupérer l'actif.

Les états financiers intermédiaires du Groupe comprennent des actifs d'impôt différé, liés à la comptabilisation des éléments de revenu soumis à la déductibilité de l'impôt différé, pour un montant dont le recouvrement dans les années futures est considéré comme hautement probable par les administrateurs. Le recouvrement des actifs d'impôts différés susmentionnés est subordonné à la réalisation de bénéfices imposables futurs suffisamment importants pour absorber les pertes fiscales susmentionnées et pour utiliser les avantages des autres actifs d'impôts différés. Des jugements importants de la part de la direction sont nécessaires pour évaluer la probabilité de recouvrement des actifs d'impôt différé, en tenant compte de toutes les preuves possibles, tant négatives que positives, et pour déterminer le montant qui peut être comptabilisé dans les états financiers, en fonction de l'échéancier et du montant des bénéfices imposables futurs, des stratégies de planification fiscale futures ainsi que des taux d'imposition en vigueur au moment de leur reprise. Toutefois, lorsqu'il s'avère que les sociétés ne sont pas en mesure de récupérer tout ou partie des actifs d'impôts différés comptabilisés dans les années à venir, l'ajustement qui en résulte sera imputé au compte de résultat de l'année au cours de laquelle cette circonstance se produit.

Les impôts sur le revenu différés et payés d’avance sont comptabilisés dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs à des éléments comptabilisés en dehors du compte de résultat, qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les impôts sur le revenu différés et les impôts sur le revenu payés d'avance, appliqués par la même autorité fiscale, sont compensés s'il existe un droit légalement exerçable de compenser les actifs d'impôts courants avec les passifs d'impôts courants qui seront générés au moment de leur renversement.

*Incertitude relative aux traitements fiscaux*

Pour définir l'incertitude, le Groupe considère si un traitement fiscal donné sera acceptable pour l'autorité fiscale. S'il est considéré qu'il est probable que l'administration fiscale accepte le traitement fiscal (le terme probable étant compris comme « plus probable qu'improbable »), alors les sociétés comptabilisent et évaluent leurs actifs et passifs d'impôts courants ou différés en appliquant les dispositions de l'IAS 12.

En revanche, s'il existe une incertitude sur les traitements fiscaux, les entreprises reflètent l'effet de cette incertitude en utilisant la méthode qui permet le mieux de résoudre le traitement fiscal incertain. Pour évaluer si et comment l'incertitude affecte le traitement fiscal, les sociétés supposent que l'Administration fiscale accepte ou non le traitement fiscal incertain, en supposant qu'elle vérifiera, dans la phase de vérification, les montants qu'elle a le droit d'examiner et qu'elle aura pleinement connaissance de toutes les informations pertinentes. Lorsqu'elle conclut qu'il est peu probable que l'Administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain, les sociétés reflètent l'effet de l'incertitude dans la détermination des impôts courants et différés, en utilisant la méthode de la valeur attendue ou du montant le plus probable, selon la méthode qui permet le mieux de résoudre l'incertitude.

La direction fait un usage important de son jugement professionnel pour identifier les incertitudes relatives aux traitements fiscaux et revoit les jugements et estimations réalisés en présence d'un changement de faits et de circonstances qui modifient ses prévisions quant à l'acceptabilité d'un traitement fiscal donné ou les estimations préparées sur les effets de l'incertitude, ou les deux.

Étant donné que les positions fiscales incertaines se réfèrent à la définition des impôts sur le revenu, le Groupe présente les actifs/passifs fiscaux incertains comme des impôts courants ou des impôts différés.

*Pertes attendues sur les créances commerciales*

A la date des états financiers, le Groupe estime l'existence possible de pertes attendues sur les créances commerciales.

Les provisions pour pertes attendues sur les actifs financiers sont basées sur des hypothèses concernant le risque de défaut et les pertes attendues correspondantes si le défaut se produit. Pour formuler ces hypothèses et sélectionner les données permettant de calculer la perte attendue, la direction utilise son propre jugement professionnel, basé sur son expérience historique, sur les conditions actuelles du marché, ainsi que sur des estimations prévisionnelles à la fin de chaque période de reporting.

La provision pour créances douteuses est déterminée sur la base de la prévision de perte déterminée par le modèle de prévision de la perte de crédit attendue (expected credit loss, ECL). L'ECL, calculée à partir de la probabilité de défaut (PD), de la perte en cas de défaut (loss given default, LGD) et de l'exposition au risque en cas de défaut (EAD), est la différence entre les flux de trésorerie dus en vertu du contrat et les flux de trésorerie attendus des actifs financiers (y compris les recouvrements manqués) actualisés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine.

Les pertes dues à la dépréciation des créances commerciales sont présentées comme des pertes de valeur nettes dans le résultat d'exploitation, de même que les reprises ultérieures.

*Avantages sociaux pour les employés*

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles.

Les calculs des coûts et des engagements liés à ces plans sont basés sur des estimations faites par des consultants actuariels, qui utilisent une combinaison de facteurs statistico-actuariels, notamment des données statistiques relatives aux années passées et des prévisions de coûts futurs. Les taux d'actualisation, le taux de rendement attendu des prêts, les futures augmentations de salaire, les taux de mortalité et l'augmentation future des pensions sont également considérés comme des éléments d'estimation. En raison de la nature à long terme de ces plans, ces estimations sont soumises à un degré important d'incertitude.

*Passif éventuel*

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe peut être exposé à des passifs d'un montant significatif, pour lesquels il n'est pas toujours objectivement possible de prévoir le résultat final. L'évaluation des risques associés à ces procédures est basée sur des éléments complexes qui, par leur nature, impliquent le recours au jugement des administrateurs, en tenant également compte des éléments acquis par les consultants externes qui assistent les sociétés du Groupe, en ce qui concerne leur classification parmi les passifs éventuels ou au titre des passifs.

*Leasing*

La comptabilisation des contrats de crédit-bail selon le critère envisagé par la norme IFRS 16 nécessite la réalisation de certaines estimations, se référant notamment à :

* l'estimation de la durée d'un contrat de location en présence d'options de renouvellement ou de résiliation anticipée ;
* l'estimation du taux d'actualisation correspondant.

*Estimation de la durée d'un contrat de crédit-bail*

Le Groupe détermine la durée du contrat de crédit-bail comme la période non résiliable du contrat de crédit-bail à laquelle il faut ajouter à la fois les périodes couvertes par l'option de prolongation du contrat de crédit-bail, s'il existe une certitude raisonnable d'exercer cette option, et les périodes couvertes par l'option de résiliation du contrat de crédit-bail s'il existe une certitude raisonnable de ne pas exercer cette option.

Le Groupe a la possibilité, pour certains de ses contrats de location, de prolonger le contrat de location ou de le résilier de manière anticipée. Le Groupe applique son jugement pour évaluer s'il existe une certitude raisonnable d'exercer les options de renouvellement. Cela dit, tous les facteurs pertinents susceptibles d'entraîner une incitation économique à exercer les options de renouvellement ou à conclure le contrat sont pris en considération.

En présence d'options de renouvellement qui peuvent être exercées par les deux parties contractantes, le Groupe a pris en compte l'existence ou non de facteurs économiques dissuasifs importants pour refuser la demande de renouvellement, comme l'exige le paragraphe B34 de la norme IFRS 16. En présence d'options qui ne peuvent être exercées que par l'une des deux parties, les sociétés du Groupe ont considéré le paragraphe B35 de l'IFRS 16. L'application de ce qui précède, en tenant compte des faits et des circonstances spécifiques ainsi que de l'estimation de la probabilité d'exercice de l'option, a conduit à considérer généralement la durée initiale du bail (en moyenne égale à 6 ans), sans prévoir l'exercice d'options de renouvellement. Ce n'est que pour les biens considérés comme stratégiques par les sociétés que l'option de renouvellement de 6 ans prévue contractuellement a été prise en compte dans la durée du bail et donc dans le calcul de la durée de vie utile des biens. Ces prévisions sont conformes aux hypothèses formulées dans le plan d'affaires le plus récent pour la période 2021-2025, approuvé par la direction.

Après la date d'entrée en vigueur de l'accord, le Groupe revoit sa durée si un événement majeur ou un changement significatif de circonstances se produit qui, selon la volonté des sociétés du Groupe, a un impact sur la certitude raisonnable du preneur d'exercer une option non incluse précédemment dans sa détermination de la durée du bail ou de ne pas exercer une option incluse précédemment dans sa détermination de la durée du bail. En novembre 2019, une décision a été publiée qui clarifie la manière dont les concepts de période non résiliable, de durée du contrat de location (considérée aux fins de la comptabilisation du passif) et de période d'exigibilité (" période d'exigibilité " utile pour identifier le moment où le contrat ne génère plus de droits et d'obligations exigibles) sont interprétés et liés les uns aux autres aux fins de l'application de la norme IFRS 16. La décision a permis de clarifier que, aux fins de l'identification de la période exécutoire, le preneur doit considérer le moment contractuel où les deux parties impliquées peuvent exercer leur droit de résilier le contrat sans encourir de pénalités qui ne sont pas sans importance ; le concept de pénalité ne doit pas avoir un sens purement contractuel mais doit être interprété en considérant tous les aspects économiques du contrat. Une fois la période exécutoire identifiée, le bailleur évalue en présence d'options de renouvellement ou de résiliation pour quelle période il est raisonnablement certain de contrôler le droit d'utilisation de l'actif et détermine donc la durée du bail. A la date de préparation de ces états financiers, le Groupe a pris en compte ces discussions et conclusions et continuera à suivre leur évolution dans le temps.

*Estimation du taux d'actualisation*

Le Groupe ne peut pas facilement déterminer le taux d'intérêt implicite des contrats de location et utilise donc le taux d'emprunt marginal pour évaluer les dettes de location. Ce taux correspond à ce que le preneur devrait payer pour un prêt d'une durée et d'une garantie similaires, qui est nécessaire pour obtenir un actif d'une valeur similaire à l'actif du droit d'utilisation dans un environnement économique similaire et peut être déterminé au niveau du contrat individuel ou du portefeuille de contrats. Les sociétés estiment le taux d'emprunt marginal en utilisant des données observables (telles que les taux d'intérêt du marché) si elles sont disponibles.

## Nouvelles normes et interprétations comptables en vigueur à partir du 1er janvier 2021 et normes et interprétations comptables publiées mais non encore entrées en vigueur.

Les principes comptables adoptés pour la préparation des états financiers agrégés intermédiaires sont conformes à ceux utilisés pour la préparation des états financiers au 31 décembre 2020, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et amendements en vigueur à partir du 1er janvier 2021. Le Groupe n'a pris aucune disposition pour l'adoption anticipée d'une autre norme, interprétation ou amendement publié mais non encore entré en vigueur.

Au cours du premier semestre 2021, aucun changement et aucune interprétation n'ont eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Il n'y a pas de normes comptables, d'amendements et d'interprétations publiés mais pas encore en vigueur qui pourraient avoir un impact significatif sur ces états financiers agrégés intermédiaires condensés.

## Impacts de l'urgence Covid-19

L'urgence sanitaire Covid-19 a incité les gouvernements de tous les États concernés à prendre des décisions de restrictions, d'interdictions et de suspensions des activités commerciales, de la circulation des personnes et du trafic international (ce qu'on appelle le confinement), avec un impact exceptionnellement négatif sur les flux touristiques dans le monde entier, ce qui a entraîné la fermeture temporaire des points de vente du Groupe.

En 2021, le Groupe a encouru des coûts directs pour faire face à cette situation de crise, en particulier les coûts relatifs aux mesures adoptées pour protéger la santé des employés tant dans les bureaux que dans les magasins directs et a bénéficié, dans la mesure du possible, des subventions et concessions des différentes autorités gouvernementales, telles que le CIGS (fonds extraordinaire de garantie des salaires), en maintenant les niveaux d'emploi et de salaire de tous ses employés.

En ce qui concerne les contrats de location existants, en coopérant étroitement et avec succès avec les propriétaires et dans l'esprit de renforcer les relations avec eux, également en vue des développements futurs (nouvelles ouvertures, renouvellements de contrats à venir, etc.), des réductions de loyers ont été convenues pour 2020 et 2021.

Pour renforcer sa structure et sa solidité capitalistique, le Groupe a jugé opportun d'augmenter le recours à la dette bancaire, en contractant un nouvel emprunt à moyen/long terme pour un montant de 750 000 euros.

*Vérification de la réduction de la valeur des actifs incorporels (test de dépréciation)*

Le Groupe effectue le test de dépréciation annuellement au 31 décembre et lorsque les circonstances indiquent la possibilité d'une réduction de la valeur recouvrable du goodwill. Le test sur la réduction durable de la valeur des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée est basé sur le calcul de la valeur d'utilité. Les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) ont été illustrées dans les états financiers agrégés au 31 décembre 2020.

Les administrateurs ont procédé aux évaluations appropriées de l'existence d'indications selon lesquelles un actif pourrait avoir subi une réduction de valeur (dépréciation), en examinant attentivement les effets de l'épidémie COVID-19 à la lumière des exigences de la norme IAS 36. Cette analyse, dans le contexte actuel d'incertitude, a nécessité une évaluation minutieuse de la part de la direction, qui a conclu que, compte tenu de l'augmentation des ventes par rapport à la même période de l'année précédente en raison d'un impact moindre des actions gouvernementales visant à contenir la pandémie, et de l'amélioration des niveaux de marge, au niveau des points de vente individuels ainsi que du groupe d'UGT, il n'a pas été jugé nécessaire de réaliser à nouveau le test de dépréciation effectué au 31 décembre 2020.

## Saisonnalité ou cyclicité des opérations intermédiaires

L'activité du Groupe, bien que ne présentant pas de profondes variations saisonnières ou cycliques du chiffre d'affaires annuel global, est affectée, au cours des différents mois de l'année, par l'imparfaite homogénéité des flux de revenus et de coûts découlant principalement des collections (automne/hiver vs printemps/été).

Le chiffre d'affaires du Groupe se concentre principalement sur les derniers mois de chaque semestre, une période caractérisée par la vente de marchandises ayant une valeur unitaire plus élevée. Les initiatives promotionnelles avec les remises relatives pour les marchandises sont appliquées par la direction, en fait, progressivement au cours des saisons de vente individuelles (automne/hiver vs printemps/été).

Il en résulte, sur la base de ce qui précède, que les résultats intermédiaires du Groupe peuvent ne pas contribuer uniformément à la formation des résultats économiques et financiers de chaque exercice.

Il en résulte, sur la base de ce qui précède, que les résultats intermédiaires du Groupe peuvent ne pas contribuer uniformément à la formation des résultats économiques et financiers de chaque exercice.

## Transactions "sous contrôle commun »

Le 28 mai 2020, l'assemblée des actionnaires de Take Off a approuvé la scission partielle de la Société en faveur de la société mère Summit S.r.l. et de la partie liée Horizon S.r.l., dans le cadre d'un projet de restructuration des activités du groupe auquel Take Off appartient.

En particulier, l'objectif de la scission était de séparer de l'activité principale les activités plus strictement liées à la gestion de propriétés et de participations dans des sociétés opérant dans des secteurs relevant d'activités différentes de celles de la Société.

La scission a donc poursuivi les objectifs suivants :

* séparer l'activité opérationnelle de gestion des points de vente, qui continue à être exercée par la société à scinder (Take Off), de celle de la gestion immobilière et de la restauration ;
* transférer la branche affectée à l'activité immobilière, composée de biens immobiliers et d'autres actifs représentatifs de cette activité, actuellement présents dans la Société, en faveur de la partie liée Horizon S.r.l. ;
* transférer la branche affectée à l'activité de restauration détenue par la Société à travers la participation dans Vistamare S.r.l. à la société mère Summit S.r.l.

L'acte de scission a été établi le 8 octobre 2020.

À la suite de la scission, les capitaux propres de Take Off' au 31 décembre 2020 ont subi une réduction égale à la valeur comptable de la branche scindée (3 343 916 euros), obtenue par l'utilisation de la réserve extraordinaire et sans aucune modification du capital social.

Le tableau suivant met en évidence les catégories d'actifs faisant l'objet de la scission :

|  |  |
| --- | --- |
| (en euros) | **Valeur comptable nette à la date de la scission** |
| Immobilisations corporelles | 3 234 416 |
| Placements en actions dans des filiales | 109 500 |
| **Total de l'actif net de la scission** | **3 343 916** |

Étant donné que les actifs spin-off ne représentent pas une ligne d'activité indépendante significative, le résultat économique des actifs destinés à la vente n'a pas été présenté séparément dans le compte de résultat.

Au cours de l'exercice 2021, aucune transaction "sous contrôle commun" n'a eu lieu.

## Immobilisations corporelles

La ventilation du poste « Immobilisations corporelles » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **Propriétés foncières** | **Installations techniques, matériels et outillages** | **Équipements industriels et commerciaux** | **Autres actifs** | **Améliorations locatives** | **Actifs en projet** | **Total** |
| **Valeur historique au 1er janvier 2021** | **739 341** | **296 129** | **225 011** | **1 482 324** | **243 358** | **73 285** | **3 059 447** |
| Augmentations pour la période | 1 200 | 28 532 | 1 500 | 27 906 | 58 763 | 4 098 | 121 999 |
| Ventes sur la période financière | (622 400) |  |  | (55 618) | 0 |  | (678 018) |
| Virements Actifs en projet |  | 21 742 |  | 53 664 |  | (75 406) | 0 |
| **Valeur historique au 30 juin 2021** | **118 141** | **346 402** | **226 511** | **1 508 276** | **302 121** | **1 978** | **2 503 429** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Amortissement cumulé au 1er janvier 2021** | **(29 400)** | **(103 963)** | **(108 056)** | **(810 434)** | **(46 485)** | **0** | **(1 098 338)** |
| Dépréciation pour la période | (10 869) | (20 281) | 0 | (87 301) | (26 862) | 0 | (145 314) |
| Ventes sur la période financière | 12 690 |  |  | 55 618 | 0 | 0 | 68 308 |
| **Amortissement cumulé au 30 juin 2021** | **(27 580)** | **(124 244)** | **(108 056)** | **(842 118)** | **(73 347)** | **0** | **(1 175 345)** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Valeur nette comptable au 31 décembre 2020** | **709 941** | **192 165** | **116 955** | **671 890** | **196 874** | **73 285** | **1 961 109** |
| **Valeur nette comptable au 30 juin 2021** | **90 561** | **222 158** | **118 455** | **666 159** | **228 774** | **1 978** | **1 328 084** |

Le poste « Immeubles » comprend les valeurs d'acquisition des propriétés et des terrains où l'activité est exercée.

Le poste « Installations techniques, matériels et outillages » concerne l'engagement de frais relatifs aux installations techniques présentes dans les sièges sociaux et dans les différents points de vente et bureaux logistiques.

Le poste « Équipements industriels et commerciaux » concerne principalement les coûts soutenus pour l'installation des nouveaux points de vente.

Le poste « Améliorations locatives » est représentatif de certains frais d'aménagement des points de vente, engagés sur des biens de tiers.

Le poste « Autres actifs » concerne les actifs résiduels qui produisent des avantages répétés (par exemple, le mobilier et l'ameublement, les machines de bureau, les téléphones) fonctionnels à l'aménagement et à l'exploitation des points de vente.

Le poste « Actifs en projet et avances » concerne les avances versées pour la fourniture de mobilier non encore livré à la fin de la période.

Les investissements réalisés par les sociétés du Groupe au cours de la période, d'un montant de 122 000 euros, concernent principalement l'achat de nouvelles installations et machines, d'autres actifs et l'amélioration d'actifs appartenant à des tiers. Les diminutions, par contre, se réfèrent principalement à la vente de l'immeuble situé à Monopoli, via Baione 216 à la société liée Horizon.

Il convient de noter que les immobilisations corporelles n'ont pas fait l'objet de réductions de valeur au cours de l'exercice écoulé et n'ont pas présenté d'indicateurs de dépréciation.

## Immobilisations incorporelles

La ventilation du poste « Immobilisations incorporelles » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **Applications logicielles** | **Site web** | **Noms de marque** | **Immobilisations incorporelles en projet** | **Total** |
| **Valeur historique au 1er janvier 2021** | 14 560 | 2 912 | 0 | 500 | **17 972** |
| Augmentations pour la période | 5 950 | 200 | 5 000 | 95 750 | 106 900 |
| **Valeur historique au 30 juin 2021** | **20 510** | **3 112** | **5 000** | **96 250** | **124 872** |
|  |  |  |  |  |  |
| **Amortissement cumulé au 1er janvier 2020** | (2 787) | 0 | 0 | 0 | **(2 787)** |
| Amortissement pour la période | (2 341) | 0 | (138) | 0 | (2 478) |
| **Amortissement cumulé au 30 juin 2021** | **(5 128)** | **0** | **(138)** | **0** | **(5 266)** |
|  |  |  |  |  |  |
| **Valeur nette comptable au 31 décembre 2020** | **11 773** | **2 912** | **0** | **500** | **15 185** |
| **Valeur nette comptable au 30 juin 2021** | **15 382** | **3 112** | **4 863** | **96 250** | **119 607** |

Comme souligné ci-dessus, les actifs incorporels sont représentés par les logiciels utilisés pour la gestion des points de vente.

La variation de l'exercice, égale à 104 000 euros et calculée déduction faite de la charge d'amortissement de l'exercice, se réfère aux investissements dans les applications logicielles et dans la mise en œuvre du site web, à la capitalisation des coûts de la marque « Overkids » et aux actifs incorporels en cours de développement relatifs à la consultation visant à la cotation de Take Off sur le marché des actions AIM Italia de la Bourse italienne.

## Immobilisations corporelles pour droits d'utilisation

La ventilation du poste « Immobilisations corporelles pour droits d'utilisation » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **Propriétés** | **Véhicules** | **Équipement** | **Total** |
| **Valeur historique au 31 décembre 2020** | **10 114 128** | **36 976** | **20 022** | **10 171 126** |
| Renégociations | (87 190) | 0 | 0 | (87 190) |
| Augmentations pour la période | 191 424 | 0 | 0 | 191 424 |
| Résiliations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Valeur historique au 30 juin 2021** | **10 218 362** | **36 976** | **20 022** | **10 275 360** |
|  |  |  |  |  |
| **Amortissement cumulé au 31 décembre 2020** | **(2 377 374)** | **(2 774)** | **(1 178)** | **(2 381 326)** |
| Dépréciation pour la période | (755 551) | (8 323) | (4 711) | (768 585) |
| Résiliations | 0 | 0 |  | 0 |
| **Amortissement cumulé au 30 juin 2021** | **(3 132 925)** | **(11 097)** | **(5 889)** | **(3 149 911)** |
|  |  |  |  |  |
| **Valeur nette comptable au 31 décembre 2020** | **7 736 754** | **34 202** | **18 845** | **7 789 800** |
| **Valeur nette comptable au 30 juin 2021** | **7 085 437** | **25 879** | **14 134** | **7 125 449** |

Les droits d'utilisation se réfèrent principalement aux contrats de location immobilière en vigueur et relatifs aux points de vente Take Off, au siège d'Over, ainsi qu'aux véhicules et aux équipements de bureau sur une base résiduelle. La variation de la période comprend l'effet des amortissements pour 769 000 euros, les augmentations dues à l'ouverture de nouveaux points de vente pour 191 000 euros, ainsi que l'effet dérivant des changements contractuels stipulés en 2021, liés à la pandémie en cours, qui ont conduit à la redéfinition des montants dus sur certains contrats de location existants. Ces changements ont entraîné une réduction des actifs du droit d'utilisation, ainsi qu'une réduction correspondante des passifs de location, de 87 000 euros.

Il convient de noter que, comme l'exige le paragraphe 59 de la norme IFRS 16, les droits d'utilisation se rapportent à la location des points de vente Take Off et Over, ainsi que de deux véhicules de société et de matériel de bureau. En outre, aucune provision n'est constituée pour les éléments suivants : garanties sur la valeur résiduelle des actifs, contrats de location non encore stipulés pour lesquels le preneur a contracté une obligation ; restrictions ou accords imposés par les contrats de location et les opérations de cession-bail. En ce qui concerne l'exercice de l'option de prolongation ou de résiliation, se référer au paragraphe précédent « Normes comptables et critères d'évaluation adoptés - Leasing ».

Au 30 juin 2021, conformément aux dispositions de la norme IAS 36, la direction a considéré l'effet économique et financier causé par l'épidémie COVID-19 comme un événement déclencheur, en effectuant les évaluations appropriées afin d'identifier les éventuelles réductions de valeur (impairment). En ce qui concerne plus particulièrement les points de vente loués, la direction a analysé la performance de tous les points de vente et a conclu qu'il n'était pas nécessaire de procéder à un test de dépréciation pour aucun des points de vente analysés au 30 juin 2021.

## Autres créances à long terme

La ventilation du poste « *A*utres actifs à long terme » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variation** |
| Placements à terme | 470 071 | 479 103 | (9 032) |
| **Total Autres actifs à long terme** | **470 071** | **479 103** | **(9 032)** |

Ce poste comprend principalement des cautions émises sur les services publics pour environ 2 800 000 euros et des dépôts à terme sur les contrats de location de certains locaux commerciaux où sont réalisées les activités de vente pour 467 000 euros.

## Actif d’impôt différé

La ventilation du poste « Actif d’impôt différé » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variation** |
| Actif d’impôt différé | 1 361 408 | 1 543 811 | (182 403) |
| **Total Actif d’impôt différé** | **1 361 408** | **1 543 811** | **(182 403)** |

Les actifs d'impôts différés ont été déterminés principalement sur la valeur des pertes fiscales accumulées au cours des années précédentes par Over et reportées indéfiniment, ainsi que sur la provision pour la dépréciation des stocks comme indiqué ci-dessous. Le recouvrement de ces actifs d'impôt différé est donc subordonné à la réalisation de bénéfices imposables futurs suffisants pour utiliser les avantages des actifs d'impôt différé. L'évaluation par la direction de la recouvrabilité susmentionnée tient compte de l'estimation des bénéfices imposables futurs et se fonde sur une planification fiscale prudente.

## Stocks

La ventilation du poste « Stocks » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variation** |
| Produits finis | 10 904 097 | 11 281 873 | (377 776) |
| Provision pour dépréciation des stocks | (300 000) | (300 000) | 0 |
| **Total Stocks** | **10 604 097** | **10 981 873** | **(377 776)** |

Au 30 juin, les stocks s'élevaient à 10 604 000 euros, soit une réduction de 378 000 euros par rapport au 31 décembre 2020. Comme des indicateurs d'obsolescence des stocks sont apparus pour Over, une provision pour dépréciation des stocks a été prudemment constituée, égale à 300 000 euros, et de nature à ajuster la valeur des stocks à leur valeur de marché.

## Créances commerciales

La composition du poste « Créances commerciales » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variation** |
| Créances clients | 109 619 | 180 580 | (70 961) |
| Factures à émettre | 2 821 | 9 | 2 812 |
| Notes de crédit à émettre | 0 | (253) | 253 |
| Provision pour créances douteuses | (556) | (556) | 0 |
| **Total Créances commerciales** | **111 884** | **179 780** | **(67 896)** |

Les créances commerciales font référence aux créances acquises auprès des propriétaires des points de vente franchisés Over.

Suite à l'analyse effectuée, aucune perte attendue sur les créances commerciales n'est apparue à la date des états financiers agrégés.

## Autres créances à court terme

La composition du poste « Autres créances à court terme » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variation** |
| Fournisseurs - Avances et acomptes versés | 661 936 | 728 755 | (66 818) |
| Employés - Avances et acomptes versés | 1 300 | 0 | 1 300 |
| INAIL (institut italien d'assurance contre les accidents du travail) | 0 | 524 | (524) |
| Créance du CIG (fonds de garantie des salaires) | 2 906 | 0 | 2 906 |
| Actif transitoire | 17 012 | 8 094 | 8 918 |
| **Total Autres créances à court terme** | **683 154** | **737 372** | **(54 219)** |

Les Avances et acomptes versés aux fournisseurs se réfèrent à des biens et services.

Les avances aux salariés sont des sommes avancées aux travailleurs et à escompter sur les prochaines mensualités.

La créance CIG se réfère à la créance envers l'INPS (Institut national italien de sécurité sociale) pour l'avance, par les entreprises, du fonds de garantie des salaires en faveur des employés.

La diminution en valeur absolue par rapport à l'année précédente, égale à 54 000 euros, est due en grande partie à la réduction - et donc à la réalisation des achats - des avances aux fournisseurs.

## Créances fiscales

La composition du poste « Créances fiscales » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variation** |
| IRAP (taxe régionale sur les entreprises) | 235 407 | 0 | 235 407 |
| IRES (impôt sur les sociétés) | 1 091 404 | 0 | 1 091 404 |
| Retenues | 3 625 | 0 | 3 625 |
| Autres créances fiscales | 3 916 | 17 222 | (13 306) |
| **Total créances fiscales** | **1 334 353** | **17 222** | **1 317 130** |

L'augmentation par rapport à l'année précédente, égale à 1 317 000 euros, est principalement due au paiement, par le Take Off, des avances de l'IRES et de l'IRAP.

## Trésorerie et équivalents de trésorerie

La ventilation du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variation** |
| Dépôts bancaires | 14 374 262 | 15 388 541 | (1 014 279) |
| Encaissement de chèques | 1 106 | 0 | 1 106 |
| Encaisse | 77 631 | 17 267 | 60 364 |
| **Total Trésorerie et équivalents de trésorerie** | **14 452 998** | **15 405 808** | **(952 809)** |

Les valeurs indiquées peuvent être facilement converties en espèces et sont soumises à un risque insignifiant de changement de valeur.

## Capitaux propres

Le capital social de Take Off au 30 juin s'élève à 1 million d'euros, entièrement libéré, et est composé de 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 0,10 euro.

Le capital social d'OVER au 30 juin s'élevait aussi à 1 million d'euros, entièrement libéré, et se compose de 1 000 000 actions d'une valeur nominale de 1,00 euro.

Au cours de l'exercice 2021, une augmentation de capital gratuite en Over a été réalisée pour un montant de 813 333 euros, par affectation partielle des « Autres réserves » disponibles et attribution gratuite et proportionnelle des nouvelles actions émises aux actionnaires.

L'ensemble des capitaux propres du Groupe au 30 juin 2021 est égal à 9 470 000 euros, avec une diminution de 4 500 000 euros par rapport au 31 décembre 2020, sans tenir compte du résultat de la période, en raison de la distribution respective de dividendes aux actionnaires pour 2 500 000 euros provenant d'une partie du Take Off et pour 2 000 euros par Over ; de ces dividendes, 2 800 000 euros ont été versés aux actionnaires respectifs dans la période de référence.

Pour une ventilation des mouvements des capitaux propres au 30 juin 2021, se référer à l'état des mouvements des capitaux propres.

La composition des réserves au 30 juin 2021 est présentée ci-dessous, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020 :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **31 décembre 2020** | **Augmentations** | **Diminutions** | **Au 30 juin**  **2021** |
| Réserve légale | 191 399 | 45 934 | 0 | 237 333 |
|  |  |  |  |  |
| Réserve de conversion IAS/IFRS | 2 440 366 | 0 | 0 | 2 440 366 |
|  |  |  |  |  |
| Autres réserves | 3 470 718 | 4 506 228 | (5 313 333) | 2 663 613 |
| *Réserve extraordinaire* | *3 433 354* | *4 338 010* | *(5 153 333)* | *2 618 031* |
| *Autre réserve de capital* | *160 000* | *0* | *(160 000)* | *0* |
| *Réserve pour les régimes de prévoyance (OCI) - actualisée* | *(122 636)* | *3 078* |  | *(119 557)* |
| *Réserve pour bénéfices de change* | *0* | *165 140* |  | *165 140* |
|  |  |  |  |  |
| Bénéfices/(pertes) des périodes précédentes | 733 560 | 0 | (733 560) | 0 |
|  |  |  |  |  |
| **Total Réserves** | **6 836 043** | **4 552 162** | **(6 046 893)** | **5 341 313** |

La réserve légale d’un montant de 237 000 euros, a augmenté en raison de l'affectation du résultat de l'exercice au 31 décembre 2020.

La réserve de conversion IAS/IFRS, positive pour 2 440 000 euros, comprend l'effet global du passage aux normes comptables internationales.

En ce qui concerne le poste Autres réserves :

* la « réserve extraordinaire » d’un montant de 2 618 000 euros, a augmenté en raison de l'affectation du résultat de l'exercice précédent et a diminué en raison des augmentations de capital et de la distribution de dividendes susmentionnées ;
* les « autres réserves de capital », d'un montant de 160 000 euros au 31 décembre 2020, ont été réduites à zéro à la suite des opérations d'augmentation de capital susmentionnées ;
* la « réserve pour régime de prestations (OCI) - actualisée », négative pour un montant de 120 000 euros, représente l'effet de l'actualisation des régimes à prestations définies en place avec les employés (indemnité de départ) ;

la « réserve pour bénéfices de change » de 165 000 euros, a été comptabilisée par Over pour les bénéfices de change.

## Prêts à moyen et long terme

La ventilation du poste « Prêts à moyen et long terme » au 30 juin 2020, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variations** |
| Prêt de la BCC - portion à long terme | 26 819 | 71 849 | (45 030) |
| Prêt de la BPB - portion à long terme | 224 568 | 335 631 | (111 063) |
| Prêt de la BCC 2 - portion à long terme | 535 698 | 589 664 | (53 966) |
| Prêt de la SANPAOLO 2 - portion à long terme | 502 087 | 703 361 | (201 274) |
| Prêt de la BPM - portion à long terme | 726 521 | 822 811 | (96 290) |
| Prêt de la BPB 2 - portion à long terme | 710 230 | 774 445 | (64 215) |
| Prêt de la BDF - portion à long terme | 752 752 | 818 097 | (65 345) |
| Prêt de la Sanpaolo 3 - portion à long terme | 719 037 | 0 | 719 037 |
| **Total Prêts à moyen et long terme** | **4 197 711** | **4 115 858** | **81 853** |

Ce poste se réfère à la partie à moyen/long terme des prêts bancaires en cours aux dates de référence.

Les mouvements globaux des dettes à court et moyen/long terme envers les banques sont présentés ci-dessous :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **31 décembre 2020** | **Débours** | **Remboursements** | **Au 30 juin**  **2021** |
| Prêt de la BCC | 175 055 |  | (51 602) | 123 453 |
| Prêt de la BPB | 598 902 |  | (131 061) | 467 842 |
| Prêt de la Sanpaolo | 125 371 |  | (125 371) | 0 |
| Prêt de la BCC 2 | 716 915 |  | (63 228) | 653 687 |
| Prêt de la Sanpaolo 2 | 1 000 000 |  | (41 334) | 958 666 |
| Prêt de la BPM | 850 000 |  |  | 850 000 |
| Prêt de la BPB 2 | 800 000 |  |  | 800 000 |
| Prêt de la BDF | 974 505 |  | (77 229) | 897 276 |
| Prêt de la SANPAOLO 3 | 0 | 750 000 |  | 750 000 |
| **Total Dettes pour emprunts** | **5 240 748** | **750 000** | **(489 825)** | **5 500 924** |
|  |  |  |  |  |
| Intesa Sanpaolo Spa import finan. | 83 483 | 422 863 | - | 506 346 |
| Intesa Sanpaolo spa confirming | 268 687 | 382 784 | - | 651 470 |
| **Total Dettes bancaires** | **5 592 919** | **1 555 647** | **(489 825)** | **6 658 741** |
| *avec échéance au cours du prochain exercice* | *1 477 061* |  |  | *2 461 030* |
| *avec échéance au-delà du prochain exercice* | *4 115 858* |  |  | *4 197 711* |

En particulier, en ce qui concerne les prêts accordés au cours des années précédentes, stipulés par Take Off S.p.a., les éléments suivants sont représentés :

* Prêt non garanti accordé par BCC Alberobello pour une valeur nominale de 500 000 euros, avec une durée de 5 ans, échéance 31/08/2022, avec des versements mensuels, taux d'intérêt Euribor 3 mois + spread ;
* Prêt accordé par la Banca Popolare di Bari pour un montant nominal de 1 300 000 euros, avec une durée de 5 ans, échéance 31/03/2023, avec des versements mensuels, taux d'intérêt Euribor 6 mois + spread, garanti par le Fonds de garantie pour les PME conformément à la loi n° 662/96 ;
* Prêt non garanti accordé par Intesa San Paolo pour un montant nominal de 500 000 euros, avec une durée de 1,5 ans, échéance 06/03/2021, avec des versements mensuels, taux d'intérêt fixe et réglé en 2021 ;
* Prêt accordé par la BCC Alberobello et Sammichele di Bari pour un montant nominal de 800 000 euros, avec une durée de 6 ans, échéance 30/04/2026 avec des versements mensuels, taux d'intérêt Euribor 3 mois + spread, garanti par le Fonds de garantie pour les PME conformément à la loi n° 662/96 ;
* Prêt accordé par Intesa San Paolo pour un montant nominal de 1 000 000 d'euros, avec une durée de 3 ans avec pré-amortissement, échéance 26/05/2023 avec des versements mensuels, taux d'intérêt fixe, garanti par le Fonds de garantie pour les PME conformément au décret-loi n° 23 du 8.04.2020 ;
* Prêt accordé par la Banca Popolare di Milano pour une valeur nominale de 850 000 euros, avec une durée de 6 ans, échéance 06/03/2023, avec des versements trimestriels, taux d'intérêt fixe, garanti par le Fonds de garantie pour les PME conformément au décret-loi n° 23 du 8.04.2020 ;
* Prêt non garanti accordé par la Banca Popolare di Bari pour un montant nominal de 800 000 euros, d'une durée de 5 ans avec un an de préamortissement, échéance 31/10/2026, avec des versements mensuels, taux d'intérêt fixe, garanti par le Fonds de garantie pour les PME conformément à la loi n° 662/96 ;
* Prêt non garanti accordé par Banca del Fucino pour un montant nominal de 1 000 000 euros, avec une durée de 6 ans, échéance 28/10/2026, avec des versements mensuels, taux d'intérêt fixe, garanti par le Fonds de garantie pour les PME conformément à la loi n° 662/96 ;

En référence aux prêts accordés à Take Off S.p.A. au cours de l'exercice :

* Prêt non garanti accordé par Banca del Fucino pour une valeur nominale de 750 000 euros, avec une durée de 4 ans, échéance 26/04/2024, avec des versements mensuels, taux d'intérêt fixe.

Il convient de noter qu'aucun de ces prêts n'est assorti de clauses restrictives. Pour la variation de ces passifs financiers provenant d'actifs financiers, voir la note 39 « Instruments financiers - juste valeur et gestion des risques ».

## Autres passifs financiers à long terme

La composition du poste « Autres passifs financiers à long terme » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variation** |
| Dettes pour Leasing - portion à long terme | 4 576 623 | 6 584 043 | (2 007 420) |
| **Total Autres passifs financiers à long terme** | **4 576 623** | **6 584 043** | **(2 007 420)** |

Le poste se réfère aux dettes résiduelles à long terme dérivant des contrats de location existants, relatifs aux locaux commerciaux des points de vente et du siège Over.

Les mouvements des passifs financiers du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021 sont présentés ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| **Bilan au 31 décembre 2020** | **8 067 866** |
| Renégociations | (87 190) |
| Nouveaux contrats | 191 424 |
| Remboursements | (737 512) |
| Résiliations |  |
| **Bilan au 30 juin 2021** | **7 434 588** |
| ***Dont à court terme*** | ***2 857 966*** |
| ***Dont à long terme*** | ***4 576 623*** |

Les renégociations font référence aux réductions des loyers contractuels pour la plupart des points de vente, résultant de la pandémie de Covid-19.

## Passifs liés à des avantages sociaux futurs

La ventilation du poste « Passifs liés à des avantages sociaux futurs » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) |  |  | **Indemnités de départ** |
| **Bilan au 31 décembre 2020** |  |  | **692 147** |
| Coût de la sécurité sociale lié au service courant | |  | 124 128 |
| Charges d'intérêts |  |  | 1146 |
| (Profits)/pertes d'actualisation |  |  | (4 051) |
| Utilisations |  |  | (36 194) |
| **Bilan au 30 juin 2021** |  |  | **777 176** |

Ce poste fait référence à l'indemnité de départ (« TFR ») accumulée par rapport aux employés.

L'évaluation actuarielle de l'indemnité de départ des employés est effectuée sur la base de la méthode des « avantages acquis » en utilisant la méthode des unités de crédit projetées, comme l'exige la norme IAS 19. Cette méthodologie se traduit par des évaluations qui expriment la valeur actuelle moyenne des obligations de pension accumulées sur la base du service que le travailleur a fourni jusqu'au moment où l'évaluation elle-même est effectuée, sans projeter les salaires du travailleur en fonction des changements réglementaires introduits par la récente réforme de la sécurité sociale. La méthodologie de calcul peut être résumée dans les phases suivantes :

* projection pour chaque employé en vigueur à la date de l'évaluation, de l'indemnité de licenciement déjà provisionnée jusqu'à la période de paiement aléatoire ;
* détermination pour chaque salarié des indemnités de départ probables à verser par les sociétés du Groupe en cas de départ du salarié pour cause de licenciement, démission, incapacité, décès et retraite ainsi qu'en cas de demande d'avances ;
* l'actualisation, à la date de l'évaluation, de chaque paiement probable.

Le modèle actuariel pour l'évaluation de l'indemnité de départ est basé sur diverses hypothèses, tant de type démographique qu'économico-financier. Les principales hypothèses du modèle sont les suivantes :

* décès : Tables de mortalité RG48 publiées par la Comptabilité Générale de l'État italien ;
* invalidité : tables INPS ventilés par âge et par sexe ;
* retraite : 100% en atteignant les conditions requises par l'AGO (assurance générale obligatoire), conformément au décret-loi n° 4/2019 ;
* fréquence de rotation : 8% ;
* fréquence des avances : 1,00% ;
* taux d'augmentation annuel de l'indemnité de licenciement : 2,10% ;
* taux d'inflation : 0,8% ;
* taux d'actualisation : 0,79% ;
* taux d'augmentation des salaires : 0,50%.

Le tableau suivant montre les effets qui auraient résulté pour l'obligation de prestations définies suite à la modification du taux d'actualisation :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en euros) | **Sensibilité** | **Nouvelle indemnité de départ** |
| Taux d’actualisation | +0,25% | 761 099 |
| -0,25% | 793 952 |
| Taux d’inflation | +0,25% | 791 448 |
| -0,25% | 763 358 |
| Taux de rotation | +1% | 775 724 |
| -1% | 779 263 |

Le nombre d'employés par catégorie au 30 juin 2021, par rapport au 31 décembre 2020, est présenté dans le tableau suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (Nb unités) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variations** |
| **Take OFF** |  |  |  |
| Employés de bureau | 9 | 8 | 1 |
| Travailleurs manuels | 207 | 185 | 22 |
| **Over** |  |  |  |
| Employés de bureau | 7 | 8 | -1 |
| Travailleurs manuels | 14 | 12 | 2 |
| **Total** | **237** | **213** | **24** |

## Provisions pour risques et charges

La composition du poste « Provisions pour risques et charges » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en euros) | **Provision pour risques sur litiges** | **Total** |
| **Bilan au 31 décembre 2020** | **42 531** | **42 531** |
| Provision pour la période | - | - |
| Utilisation pendant la période | - | - |
| **Bilan au 30 juin 2021** | **42 531** | **42 531** |

Au 30 juin 2021, le poste comprend le montant mis en réserve par le Take Off pour les risques jugés probables en raison de conflits de droit du travail.

## Autre passif à long terme

La ventilation du poste « Autres passifs à long terme » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variations** |
| Dépôts de garantie | 75 000 | 58 000 | 17 000 |
| **Total Passif à long terme** | **75 000** | **58 000** | **17 000** |

Au 30 juin 2021, le poste comprend le montant des dépôts de garantie en tant que garanties non productives d'intérêts versées à Over.

## Impôts différés passif

La ventilation du poste « Passif d’impôt différé » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variations** |
| Impôts différés passif | 52 257 | 52 257 | 0 |
| **Total Passif d’impôt différé** | **52 257** | **52 257** | **0** |

Les impôts différés passifs reflètent principalement les effets fiscaux des ajustements positifs de la conversion IAS/IFRS. Pour plus de détails sur les impôts différés, se référer au commentaire sur les impôts sur le revenu.

## Dettes envers des banques et portions à court terme de prêts

La ventilation du poste « Dettes envers les banques et part à court terme des prêts à long terme » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **Au 30 juin**  **2021** | **31 décembre 2020** | **Variations** |
| Intesa Sanpaolo Spa import finan. | 506 346 | 83 483 | 422 863 |
| Intesa Sanpaolo spa confirming | 651 470 | 268 687 | 382 784 |
| Prêt de la BCC - portion à court terme | 96 635 | 103 206 | (6 571) |
| Prêt de la BPB - portion à court terme | 243 274 | 263 271 | (19 997) |
| Prêt de la Sanpaolo - portion à court terme | 0 | 125 371 | (125 371) |
| Prêt de la BCC 2 - portion à court terme | 117 989 | 127 251 | (9 262) |
| Prêt de la Sanpaolo 2 - portion à court terme | 456 579 | 296 639 | 159 940 |
| Prêt de la BPM - portion à court terme | 123 479 | 27 189 | 96 290 |
| Prêt de la BPB 2 - portion à court terme | 89 770 | 25 555 | 64 215 |
| Prêt de la BDF - portion à court terme | 144 524 | 156 408 | (11 884) |
| Prêt de la Sanpaolo 3 - portion à court terme | 30 963 | 0 | 30 963 |
| **Total Dettes envers des banques et portions à court terme de prêts** | **2 461 030** | **1 477 061** | **983 969** |

Au 30 juin 2021, le poste se réfère à la partie à court terme des prêts bancaires ; en ce qui concerne les commentaires, se référer à la note 18 « Prêts à moyen/long terme », ainsi qu'au montant des dettes dues aux institutions bancaires pour les avances à l'importation.

## Autres passifs financiers exigibles

La ventilation du poste « Autres passifs financiers à court terme » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variation** |
| Dettes pour Leasing - portion à court terme | 2 857 966 | 1 483 823 | 1 374 142 |
| **Total Autres passifs financiers à court terme** | **2 857 966** | **1 483 823** | **1 374 142** |

Il s'agit principalement des dettes résiduelles à court terme pour les contrats de location relatifs aux locaux commerciaux des points de vente.

## Dettes commerciales

La composition du poste « Dettes commerciales » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variations** |
| Dettes fournisseurs | 900 028 | 2 688 344 | (1 788 316) |
| Factures à recevoir | 162 774 | 98 717 | 64 057 |
| Dettes commerciales transférées | 74 937 | 1 058 346 | (983 409) |
| Notes de crédit à recevoir | (127) | (7 951) | 7 824 |
| Biens pour les achats pendant déplacement | 389 501 | 132 341 | 257 160 |
| Contentieux avec fournisseurs | 2 621 570 | 2 621 570 | 0 |
| **Total Dettes commerciales** | **4 148 683** | **6 591 368** | **(2 442 684)** |

Les dettes commerciales font référence aux dettes encourues pour l'achat de biens destinés à être revendus. Les dettes commerciales vendues se réfèrent aux positions vendues par les fournisseurs aux sociétés d'affacturage et notifiées à la société.

Il convient de noter le montant de 2 622 000 euros provenant de fournisseurs avec lesquels un contentieux est en cours pour la fourniture de marchandises non conformes.

## Dettes pour les retours

La ventilation du poste « Dettes pour les retours » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variations** |
| Bons émis | 26 143 | 68 246 | (42 103) |
| **Total Dettes pour les retours** | **26 143** | **68 246** | **(42 103)** |

Le solde concerne les bons émis par les différents points de vente pour les retours effectués par les clients.

## Dettes fiscales

La composition du poste « Dettes fiscales » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variations** |
| Retenues sur le travail des salariés et sur le travail indépendant | 41 217 | 70 464 | (29 247) |
| IRES (impôt sur les sociétés) | 1 764 013 | 1 081 960 | 682 052 |
| IRAP (taxe régionale sur les entreprises) | 524 276 | 343 888 | 180 388 |
| TVA | 466 734 | 163 112 | 303 622 |
| Dettes pour règlement fiscal - montant dû dans la période | 397 126 | 396 138 | 987 |
| Dettes pour règlement fiscal - montant dû au-delà de la période | 1 405 678 | 1 604 493 | (198 815) |
| Pénalités et intérêts à payer | 975 543 | 975 543 | 0 |
| **Total Dettes fiscales** | **5 574 586** | **4 635 599** | **938 987** |
| *dont portion à court terme* | *4 168 909* | *3 031 106* | *1 137 802* |
| *dont portion à long terme* | *1 405 678* | *1 604 493* | *(198 815)* |

Au 30 juin 2021, le poste se réfère principalement aux dettes de l'IRES et de l'IRAP pour respectivement 1 764 000 et 524 000 euros, en plus de la TVA (467 000 euros) et des retenues.

Il convient de noter que la dette pour le règlement fiscal, égale à 397 000 euros pour la partie due dans l'année et à 1 407 000 euros pour la partie due au-delà de l'année, concerne la dette accumulée à la suite du règlement fiscal conformément à l'article 182-ter de la loi sur la faillite, défini par Over comme faisant partie du concordat.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent, égale à 1 138 000 euros, est principalement due à l'augmentation de l'IRES et de la TVA à payer.

## Autres dettes et engagements à court terme

La composition du poste « Autres dettes et passifs à court terme » au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs au 31 décembre 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** | **Variations** |
| Dettes envers les institutions de sécurité sociale | 84 846 | 78 037 | 6 809 |
| Dettes envers les salariés | 327 436 | 373 693 | (46 257) |
| Dettes envers la société-mère | 2 700 000 | 1 000 000 | 1 700 000 |
| Comptes de régularisation passif | 219 136 | 20 171 | 198 965 |
| **Total Autres dettes et passifs à court terme** | **3 331 419** | **1 471 901** | **1 859 518** |

Au 30 juin 2021, le poste comprend principalement les dettes envers les organismes de sécurité sociale pour 84 000 euros, les dettes pour rémunération envers les employés pour 327 000 euros, les dettes envers la société mère, Summit S.r.l. pour les dividendes à payer pour 2 700 milliers d'euros, et les charges à payer et produits différés pour 219 000 euros.

L'augmentation par rapport à l'année précédente est principalement due à la dette envers la société mère Summit S.r.l, suite à la résolution pour la distribution de dividendes. En particulier, au cours de la période, 2 800 000 euros ont été versés à titre de dividendes, dont 1 000 000 euros déjà enregistrés au 31 décembre 2020 et, pour 1 800 000 euros, dans le cadre des 4 500 000 euros approuvés en 2021.

**COMPTE DE RÉSULTAT**

## Revenus des contrats avec les clients

La ventilation du poste « Revenus des contrats avec les clients » pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs pour la période du 1er janvier au 30 juin 2020, est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** | **1er janvier 2020 -  30 juin 2020** | **Variations** |
| Ventes en gros de biens | 103 171 | 232 995 | (129 824) |
| Produit des ventes des magasins | 11 370 870 | 8 460 263 | 2 910 607 |
| Autres produits des ventes | 75 754 | 89 531 | (13 777) |
| **Total des produits des contrats avec les clients** | **11 549 795** | **8 782 789** | **2 767 006** |

Le poste « Produits des contrats avec les clients » comprend les revenus de la vente en gros de marchandises, les revenus des ventes des magasins et les autres frais de vente.

Les prix de vente des magasins au 30.06.2021 représentent 98% du chiffre d'affaires et se réfèrent aux revenus générés par les 25 points de vente détenus directement et aux revenus générés par les 5 points de vente franchisés de Take Off, en plus des ventes des 112 points de vente franchisés de Over. Le changement dans la période est essentiellement dû aux effets résultant des restrictions réduites dues au ralentissement de la pandémie de Covid 19 et à l'augmentation conséquente des ventes, commentées de manière appropriée dans le rapport sur les opérations auquel il convient de se référer.

Le moment de la comptabilisation des revenus, pour les ventes de marchandises, à la fois par le biais des canaux de détail et de gros, se produit lorsque le contrôle de l'actif a été transféré au client, généralement au moment de la livraison.

## Autres revenus

La composition du poste « Autres revenus » pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs pour la période du 1er janvier au 30 juin 2020, est la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** | **1er janvier 2020 -  30 juin 2020** | **Variations** |
| Contrats de location et de sous-location | 9 700 | 17 415 | (7 715) |
| Contributions diverses | 277 423 | 386 049 | (108 626) |
| Remboursement des dépenses des franchisés | 41 796 | 10 320 | 31 475 |
| Remises/allocations à recevoir | 1 623 | 1 814 | (191) |
| Actifs éventuels | 5 798 | 132 067 | (126 269) |
| Plus-values | 33 423 | 450 000 | (416 578) |
| Autres produits mineurs | 8 325 | 1 257 | 7 069 |
| **Total Autres revenus** | **378 086** | **998 921** | **(620 835)** |
| ***dont avec des parties liées*** | ***18 000*** | ***0*** | ***18 000*** |

Il convient de noter que le poste est influencé positivement, en particulier, par les contributions reçues de la Région des Pouilles telles que "Aide à l'investissement pour les petites et moyennes entreprises" POR Puglia FESR-FSE 2014-2020 pour un total de 277 000 euros.

## Coûts des matières premières, des produits semi-finis et des consommables.

La composition du poste « Coûts des matières premières et consommables » pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs pour la période du 1er janvier au 30 juin 2020, est la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** | **1er janvier 2020 -  30 juin 2020** | **Variations** |
| Achats de biens | 4 589 268 | 6 064 553 | (1 475 285) |
| Achats de consommables | 45 440 | 44 354 | 1 086 |
| Frais accessoires sur les achats | 197 312 | 302 547 | (105 234) |
| Variation des stocks de marchandises | 377 776 | (513 810) | 891 586 |
| **Total Coûts des matières premières, des produits semi-finis** |  |  |  |
| **et consommables** | **5 209 797** | **5 897 644** | **(687 847)** |

Les coûts des matières premières, des matériaux auxiliaires et des consommables se réfèrent principalement à l'achat de marchandises destinées à être revendues dans les différents points de vente.

La réduction de ces coûts par rapport à l'année précédente, égale à 688 000 euros, est principalement due à une réduction des coûts d'achat des marchandises.

## Coûts de services

La composition du poste « Coûts de services » pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs pour la période du 1er janvier au 30 juin 2020, est la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** | **1er janvier 2020 -  30 juin 2020** | **Variations** |
| Frais de téléphone | 20 233 | 16 466 | 3 767 |
| Services de sécurité | 14 301 | 16 795 | (2 494) |
| Électricité | 112 377 | 78 838 | 33 539 |
| Alimentation en eau | 2 689 | 3 993 | (1 304) |
| Maintenance et réparations | 29 387 | 119 360 | (89 973) |
| Assurances | 20 070 | 20 771 | (701) |
| Transport | 51 109 | 28 752 | 22 357 |
| Publicité | 49 657 | 41 169 | 8 489 |
| Conseils | 121 983 | 60 894 | 61 089 |
| Rémunération des organes de la société | 98 866 | 36 896 | 61 971 |
| Autres coûts de services | 171 715 | 187 909 | (16 193) |
| **Total Coûts de services** | **692 387** | **611 843** | **80 545** |

Les coûts des services comprennent les coûts des services d'électricité et d'eau, les coûts des services de sécurité, d'entretien et de réparation, les assurances, les coûts de transport, la publicité, les coûts d'entretien, les services fournis pour le conseil technique, juridique, administratif et professionnel, les coûts relatifs à la rémunération des organes d'administration et de contrôle ainsi que d'autres postes résiduels.

L'augmentation du poste par rapport à l'année précédente, égale à 81 milliers d'euros, est en ligne avec l'augmentation du chiffre d'affaires.

## Charges de personnel

La composition du poste « Charges de personnel » pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs pour la période du 1er janvier au 30 juin 2020, est la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** | **1er janvier 2020 -  30 juin 2020** | **Variations** |
| Rémunération | 1 486 986 | 1 128 483 | 358 503 |
| Charges de sécurité sociale et d'assurance | 333 832 | 334 924 | (1 092) |
| Provision pour indemnités de départ | 124 454 | 106 158 | 18 296 |
| Autres charges de personnel | 15 131 | 1 107 | 14 024 |
| **Total charges de personnel** | **1 960 403** | **1 570 671** | **389 731** |

Les charges de personnel concernent les coûts relatifs aux employés présents dans les effectifs au cours de la période.

Les charges de personnel ont augmenté de 390 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent en raison des effets de la réouverture des points de vente après la fermeture imposée par Covid-19 et de la réduction des mesures de soutien des revenus des travailleurs (CIG).

## Autres coûts d’exploitation

La composition du poste « Autres coûts d’exploitation » pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs pour la période du 1er janvier au 30 juin 2020, est la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** | **1er janvier 2020 -  30 juin 2020** | **Variations** |
| Charges de résidence | 8 782 | 8 149 | 633 |
| Autres coûts relatifs aux locations | 34 085 | 19 806 | 14 279 |
| Paiements de location | 8 565 | 0 | 8 565 |
| Autres taxes | 29 371 | 46 228 | (16 857) |
| Passif éventuel | 4 916 | 8 701 | (3 784) |
| Pertes en capital | 14 447 | 0 | 14 447 |
| Autres coûts d’exploitation mineurs | 9 808 | 15 684 | (5 875) |
| **Total Autres coûts d’exploitation** | **109 975** | **98 568** | **11 407** |

Au 30 juin 2021, le poste comprend principalement les charges résidentes et les coûts supplémentaires des points de vente loués pour 34 milliers d'euros, les impôts et les taxes non liées au revenu pour 29 000 euros et les pertes en capital pour 14 000 euros.

En particulier, les autres coûts relatifs aux locations se réfèrent aux dépenses pour les équipements utilisés dans les points de vente et les activités promotionnelles.

L'un des contrats de location de Take Off prévoit le paiement de loyers variables, liés au chiffre d'affaires du point de vente, avec la prévision d'un paiement minimum. Toutefois, il convient de noter que, durant les années 2020 et 2021, seule la redevance minimale a été payée. La part variable, lorsqu'elle est payée, est comptabilisée dans le compte de résultat.

Le Groupe n'a pas d'options de résiliation anticipée qu'il a l'intention d'exercer mais qu'il n'a pas évalué en tant que passif de location. En ce qui concerne les options de renouvellement, dans ses méthodes comptables pour déterminer la durée du bail, le Groupe a considéré les options de renouvellement qu'il a l'intention d'exercer, comme décrit dans les critères d'évaluation auxquels il convient de se référer pour plus d'informations. Par ailleurs, il n'existe aucun contrat de location non encore stipulé pour lequel le Groupe a pris des engagements.

## Amortissements et dépréciations

La composition du poste « Amortissements et dépréciations » pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs pour la période du 1er janvier au 30 juin 2020, est la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** | **1er janvier 2020 -  30 juin 2020** | **Variations** |
| Amortissements des immobilisations incorporelles | 2 478 | 517 | 1 962 |
| Amortissements de droits d’usage | 768 585 | 591 065 | 177 520 |
| Dépréciation d’Immobilisations corporelles | 145 314 | 114 087 | 31 227 |
| **Total Amortissements et dépréciations** | **916 378** | **705 669** | **210 709** |

Il s'agit de l'amortissement des bâtiments, du mobilier, des machines électroniques, des systèmes génériques et des équipements, en plus du taux d'amortissement des droits d'utilisation.

Pour plus de détails, se référer au commentaire sur les immobilisations incorporelles, les droits d'utilisation et les immobilisations corporelles.

## Charges financières

La composition du poste « Charges financières » pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs pour la période du 1er janvier au 30 juin 2020, est la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** | **1er janvier 2020 -  30 juin 2020** | **Variations** |
| Charges d'intérêts bancaires | 53 819 | 24 406 | 29 413 |
| Pertes de change | 3 772 | 303 | 3 469 |
| Charges d'intérêts sur les contrats de location | 97 661 | 80 072 | 17 589 |
| Autres charges financières | 1 187 | 35 | 1 152 |
| Réduction de valeur des titres de participation à court terme | 0 | 51 789 | (51 789) |
| Fluctuation des taux de change | 89 746 | 24 954 | 64 792 |
| **Total Charges financières** | **246 184** | **181 558** | **64 626** |

L'augmentation du poste par rapport à l'année précédente, égale à 65 000 euros, est principalement due aux charges d'intérêts sur les hypothèques/prêts, aux charges d'intérêts sur les contrats de leasing et aux pertes résultant des fluctuations des taux de change.

## Produits financiers

La composition du poste « Produits financiers » pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs pour la période du 1er janvier au 30 juin 2020, est la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** | **1er janvier 2020 -  30 juin 2020** | **Variations** |
| Bénéfices de change | 236 | 8 025 | (7 789) |
| Intérêts créditeurs | 13 943 | 24 768 | (10 824) |
| Bénéfices sur les fonds d'investissement | 0 | 5 | (5) |
| **Total Produits financiers** | **14 179** | **32 798** | **(18 619)** |

La diminution du poste est principalement due à la réduction des gains de change et à la baisse des intérêts créditeurs.

## Impôts sur le revenu

La composition du poste « Impôts sur le revenu » pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021, par rapport aux mêmes valeurs pour la période du 1er janvier au 30 juin 2020, est la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **1er janvier 2021 -  30 juin 2021** | **1er janvier 2020 -  30 juin 2020** | **Variations** |
| Impôts pour la période | 496 841 | 132 868 | 363 973 |
| Impôts payés d'avance | 181 426 | 0 | 181 426 |
| **Total Impôts sur le revenu** | **678 267** | **132 868** | **545 399** |

Les impôts courants se réfèrent aux montants de l'IRES (impôt sur le revenu des sociétés) et de l'IRAP (impôt sur le revenu régional) comptabilisés pour la période.

Les actifs d'impôts différés comprennent les effets fiscaux des coûts non déductibles de l'année en cours et des ajustements négatifs de la conversion IAS/IFRS.

## Instruments financiers - juste valeur et gestion des risques

1. **Classification comptable**

La classification des actifs et passifs financiers du Groupe est présentée ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en euros) | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** |
| **Actifs financiers au coût amorti** |  |  |
| Créances et autres actifs financiers à long terme | 0 | 0 |
| Autres créances à long terme | 470 071 | 479 103 |
| Créances commerciales | 111 884 | 179 780 |
| Autres créances à court terme | 683 154 | 737 372 |
| Créances fiscales | 1 334 353 | 17 222 |
| Actifs financiers à court terme | 0 | 0 |
| **Total Actifs financiers au coût amorti** | **2 599 462** | **1 413 478** |
|  |  |  |
| **Passifs financiers au coût amorti** |  |  |
| Prêts à moyen et long terme | 4 197 711 | 4 115 858 |
| Autres passifs financiers à long terme | 4 576 623 | 6 584 043 |
| Dettes envers les banques et part à court terme des prêts à long terme | 2 461 030 | 1 477 061 |
| Autres passifs financiers exigibles | 2 857 966 | 1 483 823 |
| Dettes commerciales | 4 148 683 | 6 591 368 |
| Dettes pour obligations contractuelles | 26 143 | 68 246 |
| Dettes fiscales | 4 168 909 | 3 031 106 |
| Autres dettes et engagements à court terme | 3 331 419 | 1 471 901 |
| **Total Passifs financiers au coût amorti** | **25 768 483** | **24 823 406** |

**B. Mesure de la juste valeur**

Le tableau suivant présente la comparaison, par catégorie, entre la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers détenus par le Groupe, à l'exclusion de ceux dont la valeur comptable est raisonnablement proche de la juste valeur :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Valeur comptable** | |  | ***Juste valeur*** | |
| (en euros) | **30/06/2021** | **31/12/2020** |  | **30/06/2021** | **31/12/2020** |
|  |  |  |  |  |  |
| **Actifs financiers** |  |  |  |  |  |
| Créances financières sur les filiales | - | - |  | - | - |
| Titres de participation | - | - |  | - | - |
| **Total Actifs financiers** | **0** | **0** |  | **0** | **0** |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| **Passifs financiers** |  |  |  |  |  |
| Prêt de la BCC | 123 453 | 175 055 |  | 123 453 | 175 055 |
| Prêt de la BPB | 467 842 | 598 902 |  | 467 842 | 598 902 |
| Prêt de la Sanpaolo | 0 | 125 371 |  | 0 | 125 371 |
| Prêt de la BCC 2 | 653 687 | 716 915 |  | 653 687 | 716 915 |
| Prêt de la Sanpaolo 2 | 958 666 | 1 000 000 |  | 958 666 | 1 000 000 |
| Prêt de la BPM | 850 000 | 850 000 |  | 850 000 | 850 000 |
| Prêt de la BPB 2 | 800 000 | 800 000 |  | 800 000 | 800 000 |
| Prêt de la BDF | 897 276 | 974 505 |  | 897 276 | 974 505 |
| Prêt de la Sanpaolo 3 | 750 000 |  |  | 750 000 |  |
| Intesa Sanpaolo Spa import finan. | 506 346 | 83 483 |  | 506 346 | 83 483 |
| Intesa Sanpaolo spa confirming | 651 470 | 268 687 |  | 651 470 | 268 687 |
| **Total Passifs financiers** | **6 658 741** | **5 592 919** |  | **6 658 741** | **5 592 919** |
|  |  |  |  |  |  |
| **Total Actifs financiers nets** | **(6 658 741)** | **(5 592 919)** |  | **(6 658 741)** | **(5 592 919)** |

La direction a vérifié que la juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des dépôts à court terme, des actions facilement convertibles en espèces, des créances et dettes commerciales, des découverts bancaires et des autres passifs à court terme est proche de la valeur comptable en raison des échéances à court terme de ces instruments.

Le tableau suivant montre la classification des actifs et passifs financiers du Groupe dans le niveau 1, le niveau 2 ou le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **30/06/2021** | | |
| (en euros) | **Prix cotés sur des marchés actifs (niveau 1)** | **Données significatives observables (niveau 2)** | **Données non observables significatives (niveau 3)** |
|  |  |  |  |
| **Passifs financiers pour lesquels la juste valeur est indiquée** | |  |  |
| Prêt de la BCC | - | 123 453 | - |
| Prêt de la BPB | - | 467 842 | - |
| Prêt de la Sanpaolo | - | - | - |
| Prêt de la BCC 2 | - | 653 687 | - |
| Prêt de la Sanpaolo 2 | - | 958 666 | - |
| Prêt de la BPM | - | 850 000 | - |
| Prêt de la BPB 2 | - | 800 000 | - |
| Prêt de la BDF | - | 897 276 | - |
| Intesa Sanpaolo Spa import finan. | - | 506 346 | - |
| Intesa Sanpaolo spa confirming | - | 651 470 | - |
| Prêt de la Sanpaolo 3 | - | 750 000 | - |
| **Total Passifs financiers** | **-** | **6 658 741** | **-** |

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur :

* les créances financières sur les filiales sont évaluées par le Groupe sur la base de paramètres tels que le taux d'intérêt, la solvabilité individuelle de la filiale et le risque caractéristique du projet financier ;
* la juste valeur des actions est déterminée en utilisant la valeur de marché à la date de référence ;
* la juste valeur des prêts et des prêts portant intérêt du Groupe est déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, avec un taux d'actualisation qui reflète le taux du prêt utilisé par l'émetteur à la fin de la période. Son risque de défaut au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 a été évalué comme étant immatériel.

Il n'y a pas eu de transfert entre le niveau 1 et le niveau 2, ni d'estimation de la juste valeur au niveau 3 au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020.

**C. Risques financiers**

En particulier, la société Take Off est exposée à des degrés divers à des risques de nature financière liés à l'activité de l'entreprise. En particulier, la société Take Off est simultanément exposée au risque de marché (risque de taux d'intérêt et risque de prix), au risque de liquidité et au risque de crédit.

La gestion des risques financiers est effectuée sur la base de directives définies par la direction. L'objectif est de garantir une structure de passif toujours équilibrée avec la composition de l'actif de l'état de la situation financière, afin de maintenir une solvabilité adéquate de l'actif.

Les sources de financement utilisées par la Société se répartissent en un mélange de capital-risque, apporté de manière permanente par les actionnaires, et de capital d'emprunt, comprenant :

* des prêts à moyen/long terme avec un plan d'amortissement pluriannuel, pour couvrir les investissements en actifs à long terme ;
* des contrats de crédit-bail immobilier.

**Risque de marché**

Le risque de marché est le risque de fluctuation des flux futurs d'un instrument financier suite aux variations des prix du marché. Il se compose de deux types de risques :

* le risque de taux d'intérêt ;
* le risque lié au prix.

*Le risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt est le risque de fluctuations des flux futurs d'un instrument financier suite à des variations des taux d'intérêt.

La sensibilité du Groupe au risque de taux d'intérêt est gérée par une prise en compte appropriée de l'exposition globale : dans le cadre de la politique générale d'optimisation des ressources financières, le Groupe recherche un équilibre en recourant aux formes de financement les moins coûteuses.

Les principales sources d'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt sont imputables aux emprunts bancaires, à taux variable et donc soumis à un risque de variation des flux de trésorerie. Ce risque affecte les dettes de leasing, évaluées au taux marginal d'emprunt.

Le tableau suivant présente la valeur comptable, par échéance, des instruments financiers du Groupe qui sont exposés au risque de taux d'intérêt :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **Taux d'intérêt** | **Expiration** | **30 juin 2021** | **31 décembre 2020** |
| **Passifs financiers à long terme** |  |  |  |  |
| Prêt de la BCC | Euribor 3 mois + spread | 2022 | 26 819 | 71 849 |
| Prêt de la BPB | Euribor 6 mois + spread | 2023 | 224 568 | 335 631 |
| Prêt de la Sanpaolo 2 | fixe | 2023 | 502 087 | 703 361 |
| Prêt de la BCC 2 | Euribor 3 mois + spread | 2023 | 535 698 | 589 664 |
| Prêt de la BPM | fixe | 2023 | 726 521 | 822 811 |
| Prêt de la BPB 2 | fixe | 2026 | 710 230 | 774 445 |
| Prêt de la BDF | fixe | 2026 | 752 752 | 818 097 |
| Prêt de la Sanpaolo 3 | fixe | 2024 | 719 037 | 0 |
| Dettes pour contrats de location | 2,5% | 2022-2031 | 4 576 623 | 6 584 043 |
| **Total Passifs financiers à long terme** |  |  | **8 774 333** | **10 699 900** |
|  |  |  |  |  |
| **Passifs financiers à court terme** |  |  |  |  |
| Prêt de la BCC | Euribor 3 mois + spread | 2021 | 96 635 | 103 206 |
| Prêt de la BPB | Euribor 6 mois + spread | 2021 | 243 274 | 263 271 |
| Prêt de la Sanpaolo | fixe | 2021 | 0 | 125 371 |
| Prêt de la BCC 2 | Euribor 3 mois + spread | 2021 | 117 989 | 127 251 |
| Prêt de la Sanpaolo 2 | fixe | 2021 | 456 579 | 296 639 |
| Prêt de la BPM | fixe | 2023 | 123 479 | 27 189 |
| Prêt de la BPB 2 | fixe | 2026 | 89 770 | 25 555 |
| Prêt de la BDF | fixe | 2026 | 144 524 | 156 408 |
| Prêt de la Sanpaolo 3 |  |  | 30 963 | 0 |
| Intesa Sanpaolo Spa import finan. |  | 2021 | 506 346 | 83 483 |
| Intesa Sanpaolo spa confirming |  | 2021 | 651 470 | 268 687 |
| Dettes pour contrats de location | 2,5% | 2022-2031 | 2 857 966 | 1 483 823 |
| **Total Passifs financiers à court terme** |  |  | **5 318 996** | **2 960 885** |

**Risque lié aux prix**

Le principal risque de prix identifié provient de la fluctuation des prix des biens échangés. Afin de contrôler ce risque, le Groupe accorde une attention particulière aux politiques d'achat, à l'optimisation des coûts fixes et à l'efficacité de la structure organisationnelle.

**Risque de crédit**

La principale exposition du Groupe au risque de crédit provient des créances commerciales, dont la qualité et l'ancienneté sont constamment contrôlées par la structure administrative, afin d'assurer une intervention rapide et de réduire le risque de pertes. En ce qui concerne les prêts en retard, il n'y a pas de risques particuliers.

Les actifs financiers du Groupe, qui comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres actifs financiers, présentent un risque maximal égal à la valeur comptable de ces actifs en cas d'insolvabilité de la contrepartie, actuellement évaluée à distance.

**Risque de liquidités**

Le Groupe gère le risque de liquidité par un contrôle strict des éléments composant le fonds de roulement d'exploitation et, en particulier, des créances commerciales et des dettes commerciales.

Le Groupe s'engage à assurer une génération saine de liquidités et à les utiliser ensuite pour financer les sorties nécessaires aux paiements aux fournisseurs sans compromettre, par conséquent, l'équilibre à court terme de la trésorerie et en évitant les problèmes et les tensions critiques dans la liquidité courante, en utilisant, en plus et si nécessaire, des découverts bancaires et des prêts à court terme. Les prêts à moyen/long terme en place sont plutôt utilisés pour réaliser des investissements, consistant en l'expansion du réseau de distribution.

Le tableau ci-dessous résume le profil d'échéance des passifs financiers du Groupe sur la base des paiements attendus relatifs au principal.

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **<1 an** | **1-2 ans** | **2-3 ans** | **3-4 ans** | **4-5 ans** | **>5 ans** | **Total** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Bilan au 30 juin 2021** |  |  |  |  |  |  |  |
| Prêt de la BCC | 96 635 | 26 819 | - | - | - | - | 123 453 |
| Prêt de la BPB | 243 274 | 224 568 |  | - | - | - | 467 842 |
| Prêt de la Sanpaolo | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêt de la BCC 2 | 117 989 | 130 468 | 133 768 | 137 151 | 134 311 | - | 653 687 |
| Prêt de la Sanpaolo 2 | 456 579 | 500 344 | 1 743 |  |  |  | 958 666 |
| Prêt de la BPM | 123 479 | 165 567 | 168 064 | 170 599 | 173 173 | 49 118 | 850 000 |
| Prêt BPB2 | 89 770 | 154 904 | 157 637 | 160 418 | 163 248 | 74 022 | 800 000 |
| Prêt de la BDF | 144 524 | 161 462 | 165 305 | 169 241 | 173 269 | 83 475 | 897 276 |
| Prêt de la Sanpaolo 3 | 30 963 |  |  |  |  |  | 30 963 |
| Intesa Sanpaolo spa confirming | 651 470 | - | - | - | - | - | 651 470 |
| Intesa Sanpaolo Spa import finan. | 506 346 | - | - | - | - | - | 506 346 |
| Passifs liés à des contrats de location | 2 857 966 | 4 576 623 |  |  |  |  | 7 434 588 |
| Autre passif à long terme |  | 474 116 | 401 116 | 403 126 | 202 320 |  | 1 480 678 |
| Dettes commerciales | 4 148 683 | - | - | - | - | - | 4 148 683 |
| Dettes pour obligations contractuelles | 26 143 | 719 037 | - | - | - | - | 745 180 |
| Dettes fiscales | 4 168 909 | - | - | - | - | - | 4 168 909 |
| Autres dettes et engagements à court terme | 3 331 419 | - | - | - | - | - | 3 331 419 |
| **Total** | **16 994 149** | **7 133 906** | **1 027 633** | **1 040 535** | **846 321** | **206 615** | **27 249 160** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **<1 an** | **1-2 ans** | **2-3 ans** | **3-4 ans** | **4-5 ans** | **>5 ans** | **Total** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Bilan au 31 décembre 2020** |  |  |  |  |  |  |  |
| Prêt de la BCC | 103 206 | 71 849 |  |  |  |  | 175 055 |
| Prêt de la BPB | 263 271 | 267 916 | 67 715 |  |  |  | 598 902 |
| Prêt de la Sanpaolo | 125 371 |  |  |  |  |  | 125 371 |
| Prêt de la BCC 2 | 127 251 | 130 468 | 133 768 | 137 151 | 140 619 | 47 658 | 716 915 |
| Prêt de la Sanpaolo 2 | 296 639 | 500 344 | 203 017 |  |  |  | 1 000 000 |
| Prêt de la BPM | 27 189 | 165 567 | 168 064 | 170 599 | 173 173 | 145 408 | 850 000 |
| Prêt BPB2 | 25 555 | 154 904 | 157 637 | 160 418 | 163 248 | 138 237 | 800 000 |
| Prêt de la BDF | 156 408 | 161 462 | 165 305 | 169 241 | 173 269 | 148 820 | 974 505 |
| Prêt de la Sanpaolo 3 | - |  |  |  |  |  | - |
| Intesa Sanpaolo spa confirming | 268 687 |  |  |  |  |  | 268 687 |
| Intesa Sanpaolo Spa import finan. | 83 483 |  |  |  |  |  | 83 483 |
| Dettes pour contrats de location | 1 483 823 | 6 584 043 |  |  |  |  | 8 067 866 |
| Autre passif à long terme |  | 456 119 | 400 115 | 402 120 | 404 135 |  | 1 662 489 |
| Dettes commerciales | 6 591 368 |  |  |  |  |  | 6 591 368 |
| Passif contractuel à court terme |  |  |  |  |  |  |  |
| Dettes pour obligations contractuelles | 68 246 |  |  |  |  |  | 68 246 |
| Dettes fiscales | 3 031 106 |  |  |  |  |  | 3 031 106 |
| Autres dettes et engagements à court terme | 1 471 901 |  |  |  |  |  | 1 471 901 |
| Total | **14 123 506** | **8 492 672** | **1 295 621** | **1 039 529** | **1 054 444** | **480 123** | **26 485 895** |

**Variations des passifs financiers (IAS 7)**

Le tableau ci-dessous présente les variations des passifs financiers découlant des actifs financiers au 30 juin 2021, par rapport au 31 décembre 2020 :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| (en euros) | **31 décembre 2020** | **Flux de trésorerie** | **Nouveaux contrats de crédit-bail** | **Autres/Reclassifications** | **30 juin 2021** |
| Prêts à moyen et long terme | 4 115 858 | 484 172 | - | (402 319) | 4 197 711 |
| Dettes envers des banques et portions à court terme de prêts | 1 477 061 | 581 650 | - | 402 319 | 2 461 030 |
| Dettes de location - partie à long terme | 6 584 043 | - | 191 424 | (2 198 844) | 4 576 623 |
| Dettes de location - partie à court terme | 1 483 823 | (737 512) | - | 2 111 654 | 2 857 966 |
| **Total** | **13 660 785** | **328 310** | **191 424** | **(87 190)** | **14 093 329** |

La colonne « Autres » comprend les effets de la reclassification des prêts de « à long terme » à « à court terme », y compris les obligations de leasing, liés au passage du temps, ainsi que l'effet des renégociations et des résiliations des contrats de leasing opérationnel.

## Événements significatifs survenus après la fin de la période

Le gouvernement italien a donné une impulsion considérable au plan de vaccination et a poursuivi la mise en œuvre d'une série de fermetures partielles, différentes selon les Régions, et plus ciblées selon les zones géographiques. Ces deux actions ont largement contribué à réduire la propagation du Covid-19, même si ces derniers temps, de nouvelles variantes du virus augmentent à nouveau le nombre de cas de contagion.

Il est donc indéniable que la situation générale reste très complexe, continuant à entraver le retour à la normale qui favoriserait certainement une croissance significative des ventes dans nos points de vente.

Compte tenu de cette condition générale du marché, les organes administratifs ont continué à prendre des mesures pour réduire les coûts de l'entreprise afin d'assurer, en tout état de cause, l'équilibre économique et financier du Groupe.

La mise en œuvre massive et significative du plan de vaccination de l'ensemble de la population incite à un optimisme prudent, dans la conviction que ce n'est que de cette manière que l'on pourra rapidement revenir à une situation sociale et économique tout à fait normale.

## Transactions avec des parties liées

Au cours de l'exercice, Take Off a vendu à la société liée Horizon Srl un entrepôt industriel situé à Monopoli, via Baione n° 216, pour une valeur totale de 640 000 euros, et dont la valeur a fait l'objet d'un rapport spécial d'équité émis par un expert indépendant. La vente de l'immeuble a généré une plus-value de 18 000 euros.

Take Off a signé deux contrats de location avec la société liée Horizon Srl concernant le point de vente d'Ostuni et le centre logistique et les bureaux de via Baione (Monopoli), dont les loyers ont été déterminés par une évaluation spécifique et réduits en pourcentage, pour tenir compte du contexte actuel du marché. Les contrats de location prévoient également une période initiale sans loyer avec la régularisation associée à partir du 1er janvier 2021.

\*\*\*\*

Rome, le 07 septembre 2021

Le Président du Conseil d'Administration

Aldo Piccarreta

Le soussigné Aldo Piccarreta, en qualité de représentant légal, aux termes et par effet de l'art. 23 du décret législatif n. 82/2005 et conscient des responsabilités pénales visées à l'art. 76 du décret présidentiel n. 445/2000 dans l'hypothèse de la falsification de documents et de fausses déclarations, certifie que les documents ci-joints sont conformes à ceux déposés dans les registres de la Société.

# Annexe - États financiers intermédiaires au 30 juin 2021 de Take Off S.p.A. et Over S.p.A.

## États financiers intermédiaires au 30 juin 2021 de Take Off S.p.A.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en euros) | **TAKE OFF**  **30 juin 2021** | **TAKE OFF  31 décembre 2020** |
| **ACTIF** |  |  |
|  |  |  |
| **Actifs à long terme** |  |  |
| Immobilisations corporelles | 1 313 252 | 1 951 743 |
| Immobilisations incorporelles | 114 744 | 15 185 |
| Droits d’utilisation | 6 818 746 | 7 423 281 |
| Autres créances à long terme | 407 868 | 398 590 |
| Actif d’impôt différé | 137 460 | 162 031 |
| **TOTAL ACTIFS À LONG TERME** | **8 792 069** | **9 950 830** |
|  |  |  |
| **Actif circulant** |  |  |
| Stocks | 6 718 903 | 7 320 936 |
| Créances commerciales | 0 | 34 447 |
| Autres créances à court terme | 214 106 | 179 723 |
| Créances fiscales | 1 321 711 | 15 473 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 11 927 343 | 11 798 400 |
| **TOTAL ACTIF CIRCULANT** | **20 182 063** | **19 348 979** |
|  |  |  |
| **TOTAL ACTIF** | **28 974 133** | **29 299 809** |
|  |  |  |
| **CAPITAUX PROPRES** |  |  |
| Capital social | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Réserve légale | 200 000 | 154 066 |
| Réserve pour écarts de conversion | 2 440 366 | 2 440 366 |
| Autres réserves | 2 268 668 | 2 866 269 |
| Réserve pour les régimes de prévoyance (OCI) - actualisée | (123 840) | (122 345) |
| Bénéfices/pertes des périodes précédentes | 0 | 758 491 |
| Résultat pour la période | 1 215 553 | 1 189 841 |
| **TOTAL CAPITAUX PROPRES** | **7 000 747** | **8 286 690** |
|  |  |  |
| **PASSIF** |  |  |
| **Passif à long terme** |  |  |
| Prêts à moyen et long terme | 4 197 711 | 4 115 858 |
| Autres passifs financiers à long terme | 4 283 618 | 6 274 910 |
| Passifs liés à des avantages sociaux futurs | 613 784 | 524 456 |
| Provisions pour risques et charges | 42 531 | 42 531 |
| Impôts différés passif | 108 | 108 |
| **TOTAL PASSIFS À LONG TERME** | **9 137 752** | **10 957 863** |
|  |  |  |
| **Passif à court terme** |  |  |
| Dettes envers les banques et part à court terme des prêts à long terme | 2 461 030 | 1 477 061 |
| Autres passifs financiers exigibles | 2 809 757 | 1 396 043 |
| Dettes commerciales | 1 483 766 | 3 932 546 |
| Dettes pour les retours | 26 143 | 68 246 |
| Dettes fiscales | 2 877 694 | 1 741 596 |
| Autres dettes et engagements à court terme | 3 177 244 | 1 439 765 |
| **TOTAL PASSIF À COURT TERME** | **12 835 634** | **10 055 257** |
|  |  |  |
| **TOTAL PASSIF** | **21 973 386** | **21 013 120** |
|  |  |  |
| **TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF** | **28 974 133** | **29 299 809** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en euros) | **TAKE OFF  30 juin 2021** | **TAKE OFF  30 juin 2020** |
|  |  |  |
|  |  |  |
| Revenus des contrats avec les clients | 8 625 897 | 6 007 311 |
| **REVENUS** | **8 625 897** | **6 007 311** |
|  |  |  |
| Autres revenus | 331 683 | 957 979 |
| *dont avec des parties liées* |  |  |
|  |  |  |
| Coûts des matières premières et consommables | (4 035 840) | (3 777 583) |
| Coûts de services | (537 808) | (524 293) |
| Charges de personnel | (1 667 746) | (1 355 534) |
| Autres coûts d’exploitation | (88 403) | (96 785) |
| Amortissements et dépréciations | (854 234) | (644 877) |
| **RÉSULTAT D’EXPLOITATION** | **1 773 549** | **566 219** |
| Charges financières | (146 868) | (146 076) |
| Produits financiers | 11 392 | 30 866 |
| **RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION** | **1 638 072** | **451 009** |
|  |  |  |
| Impôts sur le revenu | (422 519) | (47 115) |
| **RÉSULTAT DE L'EXERCICE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION** | **1 215 553** | **403 894** |
|  |  |  |
| **RÉSULTAT POUR LA PÉRIODE** | **1 215 553** | **403 894** |

## États financiers intermédiaires au 30 juin 2021 de Over S.p.A.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en euros) | **OVER  30 juin 2021** | **OVER  31 décembre 2020** |
| **ACTIF** |  |  |
|  |  |  |
| **Actifs à long terme** |  |  |
| Immobilisations corporelles | 14 834 | 9 367 |
| Immobilisations incorporelles | 4 863 | 0 |
| Droits d’utilisation | 306 704 | 366 520 |
| Autres créances à long terme | 62 203 | 80 513 |
| Actif d’impôt différé | 1 223 948 | 1 381 780 |
| **TOTAL ACTIFS À LONG TERME** | **1 612 551** | **1 838 178** |
|  |  |  |
| **Actif circulant** |  |  |
| Stocks | 3 885 194 | 3 660 937 |
| Créances commerciales | 111 884 | 145 333 |
| Autres créances à court terme | 469 048 | 557 649 |
| Créances fiscales | 12 642 | 1 749 |
| Actifs financiers à court terme | 0 | 0 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 2 525 656 | 3 607 408 |
| **TOTAL ACTIF CIRCULANT** | **7 004 424** | **7 973 077** |
|  |  |  |
| **TOTAL ACTIF** | **8 616 974** | **9 811 255** |
|  |  |  |
| **CAPITAUX PROPRES** |  |  |
| Capital social | 1 000 000 | 186 667 |
| Réserve légale | 37 333 | 37 333 |
| Réserve pour écarts de conversion | 0 | 0 |
| Autres réserves | 514 503 | 727 084 |
| Réserve pour les régimes de prévoyance (OCI) - actualisée | 4 283 | (291) |
| Bénéfices/pertes des périodes précédentes | 0 | (24 931) |
| Résultat pour la période | 913 116 | 2 625 682 |
| **TOTAL CAPITAUX PROPRES** | **2 469 235** | **3 551 545** |
|  |  |  |
| **PASSIF** |  |  |
| **Passif à long terme** |  |  |
| Autres passifs financiers à long terme | 293 005 | 309 133 |
| Passifs liés à des avantages sociaux futurs | 163 393 | 167 691 |
| Provisions pour risques et charges | 0 | 0 |
| Autre passif à long terme | 75 000 | 58 000 |
| Impôts à payer à long terme | 1 405 678 | 1 604 489 |
| Impôts différés passif | 52 149 | 52 149 |
| **TOTAL PASSIFS À LONG TERME** | **1 989 224** | **2 191 462** |
|  |  |  |
| **Passif à court terme** |  |  |
| Dettes envers les banques et part à court terme des prêts à long terme | 0 | 0 |
| Autres passifs financiers exigibles | 48 209 | 87 781 |
| Dettes commerciales | 2 664 917 | 2 658 821 |
| Dettes pour les retours | 0 | 0 |
| Passif contractuel à court terme | 0 | 0 |
| Dettes fiscales | 1 291 215 | 1 289 511 |
| Autres dettes et engagements à court terme | 154 175 | 32 136 |
| **TOTAL PASSIF À COURT TERME** | **4 158 515** | **4 068 249** |
|  |  |  |
| **TOTAL PASSIF** | **6 147 739** | **6 259 711** |
|  |  |  |
| **TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF** | **8 616 974** | **9 811 255** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en euros) | **OVER  30 juin 2021** | **OVER  30 juin 2020** |
|  |  |  |
|  |  |  |
| Revenus des contrats avec les clients | 2 923 898 | 2 775 478 |
| **REVENUS** | **2 923 898** | **2 775 478** |
|  |  |  |
| Autres revenus | 46 403 | 40 942 |
| *dont avec des parties liées* |  |  |
|  |  |  |
| Coûts des matières premières et consommables | (1 173 957) | (2 120 061) |
| Coûts de services | (154 579) | (87 549) |
| Charges de personnel | (292 657) | (215 138) |
| Autres coûts d’exploitation | (21 572) | (1 783) |
| Amortissements et dépréciations | (62 144) | (60 792) |
| **RÉSULTAT D’EXPLOITATION** | **1 265 393** | **331 096** |
| Charges financières | (99 316) | (35 482) |
| Produits financiers | 2 787 | 1 932 |
| **RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION** | **1 168 864** | **297 546** |
|  |  |  |
| Impôts sur le revenu | (255 748) | (85 753) |
| **RÉSULTAT DE L'EXERCICE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION** | **913 116** | **211 793** |
|  |  |  |
| **RÉSULTAT POUR LA PÉRIODE** | **913 116** | **211 793** |

1. *ROE (Return On Equity) -* Il décrit le rapport entre le résultat avant impôt et les fonds propres nets de l'entreprise. Il résume la rentabilité et le rendement des fonds propres.

   *ROI (Return On Investment) -* (RDI) Il décrit le rapport entre le résultat d'exploitation et le total des actifs. Il exprime la rentabilité ordinaire du capital investi. Par rentabilité ordinaire, on entend celle brute de la gestion financière et de la charge fiscale.

   *ROS (Return On Sales) -* - (TRO) Il décrit le rapport entre le résultat d'exploitation et le produit des ventes. Il exprime en pourcentage la marge d'exploitation réalisée sur les ventes de l'activité principale, la rentabilité principale étant celle brute de la gestion financière et de la charge fiscale. [↑](#footnote-ref-2)
2. *Marge de l'actif immobilisé/capitaux propres (également appelée marge de couverture de l'actif immobilisé) -* Elle mesure, en termes absolus, la capacité de l'entreprise à financer l'actif immobilisé avec ses propres capitaux, ou avec les sources apportées par les actionnaires. Elle permet d'évaluer si les fonds propres sont suffisants ou non pour couvrir les actifs immobilisés.

   *Ratio immobilisations/fonds propres (également appelé couverture des immobilisations) -* Il mesure en pourcentage la capacité de l'entreprise à financer les immobilisations avec ses fonds propres. Il permet d'évaluer le rapport en pourcentage entre les capitaux propres (y compris le bénéfice ou la perte de l'exercice) et le total des actifs immobilisés. [↑](#footnote-ref-3)